

POLITIQUE DE PROTECTION DE L'ENFANCE ET DE SAUVEGARDE DES BÉNÉFICIAIRES

BEL AVENIR – MADAGASCAR – 2025

Préambule

L'ONG Bel Avenir, dont la mission première est la protection des populations vulnérables et particulièrement des femmes et des enfants, a choisi d'élaborer une **politique de protection de l'enfant incluant la sauvegarde de ses bénéficiaires, mineurs et majeurs**. Pour rappel, les définitions de la protection et de la sauvegarde selon le « *Safeguarding Resource & Support Hub* » : <https://safeguardingsupporthub.org/fr>

La Sauvegarde permet de veiller à ce que les enfants et les adultes vulnérables soient protégés des préjudices (intentionnels et non intentionnels) causés par les personnes sous contrat ou liées à une organisation, telles que le personnel, les partenaires et les bénévoles, les consultants, les stagiaires, les enseignants...financés par l'ONG.

La protection rend le monde sûr pour les enfants et les adultes vulnérables. La prévention et la réponse aux abus, à la négligence, à l'exploitation et à la violence perpétrés par des personnes extérieures à l'organisation, par exemple les membres de la communauté, les membres de la famille, y compris les autres enfants, les parties à un conflit.

L'ONG Bel Avenir est une structure de droit malgache constituée en 2003 qui a pour **mission d'œuvrer au quotidien pour répondre aux enjeux d'un développement durable dans le sud de Madagascar par la création d'activités éducatives, sanitaires et sociales, sportives, culturelles et environnementale selon des valeurs d'intégration et d'inclusion, avec pour objectif de soutenir les populations défavorisées à construire leur avenir et faire face aux difficultés du présent.**

L'ONG Bel Avenir œuvre au quotidien avec les membres du **réseau international Eau de Coco** qui regroupe différentes organisations ayant une histoire et des objectifs communs. Bel Avenir adhère à la **Charte du réseau Eau de Coco (Annexe 1)** construite sur les **valeurs partagées suivantes** :

- Qualité et éthique des actions et de l'attention portées aux bénéficiaires
- Respect et dignité des personnes et de la culture locale
- Durabilité des actions
- Innovation et la créativité
- Inclusion de groupes marginalisés au sein des actions mises en œuvre
- Efficience et transparence
- Communication efficace et de qualité

Ainsi, le **travail en réseau** est une approche développée par Bel Avenir pour construire des dispositifs et une culture de la **protection** : la protection des personnes contre toute forme d'acte ou comportement contraire à la bientraitance des bénéficiaires est construite via des dispositifs mis en œuvre par Bel Avenir avec ses partenaires, aux niveaux **international** et **local**. Ces dispositifs couvrent ainsi les dimensions de la **protection de l'enfant et de la sauvegarde des bénéficiaires** garanties plus spécifiquement par :

▪ **Au niveau international – Réseau eau de Coco :**

- Un **Code d'éthique et de déontologie (Annexe 2)**. Les objectifs de ce code sont : décrire les comportements attendus et établir leurs limites d'un point de vue moral et respectueux dans le cadre des activités ; préserver et renforcer les liens de confiance entre les membres des organisations, leurs collaborateurs et les bénéficiaires ; prévenir, détecter, traiter les actes ne répondant pas aux règles de ce code. Ce code comprend une **déclaration d'engagement (Annexe 3)**.
- Une **Charte de l'organisation des Echanges Interculturels et Internationaux (Annexe 4)** de l'ensemble des membres et collaborateurs du réseau international Eau de Coco dont Bel Avenir est membre
- Un **code de conduite (Annexe 5)** de protection contre l'exploitation et les abus sexuels
- Une **politique de sauvegarde (Annexe 6)**

▪ **Au niveau local – Réseau de Protection et Plateforme de la société civile pour l'enfance**

- **Les Réseaux de Protection de l'Enfant (RPE)** constituent des dispositifs décentralisés essentiels dans le système national de protection de l'enfance à Madagascar. Leur mandat principal est d'assurer la coordination et la collaboration entre les différents acteurs locaux — institutions publiques, organisations de la société civile, communautés et partenaires techniques — afin de prévenir et répondre efficacement à toutes les formes de violence, d'exploitation et de négligence envers les enfants. Les RPE facilitent le signalement des cas, le suivi des enfants victimes, et la mise en œuvre d'actions concertées de protection. (**Décret n° 2012-858 – Comité National de Protection de l'Enfant (CNPE)**).
- Bel Avenir, est membre de La **Plateforme de protection des enfants à Tuléar (Présentation, statut & charte Annexe 7)** de l'enfance, association de droit malgache visant à fédérer les acteurs œuvrant pour la protection de l'enfance dans la région de Atsimo Andrefana. La mission de la Plateforme est de lutter contre toute forme de maltraitance envers les enfants et d'améliorer la prise en charge et l'accompagnement de ces derniers pour qu'ils puissent exercer et jouir de leurs droits. Dans ce cadre, Bel avenir a adhéré et signé la **charte de la Plateforme (Annexe 7)**.

Afin de renforcer la protection de ses bénéficiaires contre toute forme de maltraitance, la présente **Politique de Protection de l'enfant et de Sauvegarde des Bénéficiaires de Bel Avenir** consolide, en un **document unique**, les normes de protection et organise la mise en œuvre d'actions destinées à renforcer la protection des population vulnérables contre toute forme de maltraitance. Il s'agit d'une part, **d'actions préventives** afin de réduire les risques de violation des normes de protection, et d'autre part, d'une **procédure de signalement effective** et de **mesures adaptées en cas de violation avérée des normes de protection**.

En outre, Bel Avenir promeut une politique de **tolérance zéro vis-à-vis de toute forme de violence faite aux bénéficiaires par des personnes agissant pour ou avec Bel Avenir**. Toute situation avérée de violation de la présente Politique, caractérisée par une forme de violence, est considérée comme intolérable et justifiera la rupture de toute forme de collaboration avec l'ONG.

La présente politique a vocation, à l'instar des documents de référence cités ci-dessus, à constituer un **document normatif commun pour l'équipe associative et opérationnelle**. Les adaptations de la présente politique seront décidées par Bel Avenir, en concertation avec le Réseau Eau de Coco et la Plateforme de protection des enfants à Tuléar.

Partie I : CHAMP D'APPLICATION DE LA POLITIQUE**1 - Les acteurs et personnes concernées****1.1. La Politique concerne tous les bénéficiaires de BA****1.2. La Politique de s'impose à toute personne agissant pour BA****1.2.1. Au sein de BA****1.2.2. Les personnes externes réalisant une mission courte au sein de BA****1.2.3. Les partenaires de BA œuvrant pour la prise en charge des bénéficiaires****2. Les normes de protection****2.1. Protection des droits de l'enfant****2.2. Protection de l'intérêt supérieur des bénéficiaires****2.3. Protection des bénéficiaires contre toute forme de discrimination****2.4. Protection des bénéficiaires contre les risques d'abus de pouvoir et contre****2.5. Protection de la vie privée des bénéficiaires****2.6. Protection de l'image des bénéficiaires****3. Les responsables, référents de la mise en œuvre de la politique****Partie II. ACTIONS PREVENTIVES****1. Avec les bénéficiaires****2. Avec les membres du CA de Bel Avenir****3. Avec l'équipe BA****3.1. L'offre de poste/mission/stage****3.2. Le processus de sélection****3.3. La période d'intégration****3.4. Le suivi annuel****4. Avec les structures partenaires de prise en charge des bénéficiaires****5. Avec les personnes en mission courte et clients de l'Hôtel Solidaire****Partie III : PROCEDURES DE SIGNALEMENT ET GESTION DES SITUATIONS****1. Procédure de signalement et de traitement du signalement****1.1. Procédure de signalement****1.2. Procédure de traitement du signalement****2. Procédures consécutives à une situation avérée de violation de la Politique****2.1. Avec les membres du CA et les personnes en contrat avec BA :****2.2. Avec les partenaires BA :****2.3. Avec les personnes non rattachées à BA :****Partie IV. DEPLOIEMENT ET SUIVI DE LA POLITIQUE****ANNEXES :**

Annexe 1 : Charte du réseau Eau de Coco
Annexe 2 : Code d'éthique et de déontologie
Annexe 3 : Déclaration d'engagement Code éthique et déontologique
Annexe 4 : Charte de l'organisation des Echanges Interculturels et Internationaux
Annexe 5 : Code de conduite BA contre l'EAS
Annexe 6 : Politique de sauvegarde

Annexe 7 : Plateforme de protection des enfants à Tuléar : Présentation, statut & charte
Annexe 8 : Directives Bel Avenir relatives à la réalisation et l'utilisation des images
Annexe 9 : Déclaration d'engagement à la politique de protection des bénéficiaires
Annexe 10 : Guide d'entretien recrutement
Annexe 11 : Conseils aux voyageurs
Annexe 12 : Formulaire de signalement

Partie I : CHAMP D'APPLICATION DE LA POLITIQUE

Cette partie liste les acteurs et les normes concernés par la Politique et identifie les responsables et référents associés.

1 - Les acteurs et personnes concernés

1.1 La Politique concerne tous les bénéficiaires de BA

Sont concernés par cette Politique, sans aucune discrimination, tous les bénéficiaires de BA tels que mentionnés dans les documents constitutifs de l'association (*les populations défavorisées, particulièrement les femmes et les enfants*), les documents de projets.

Il ne s'agit pas uniquement des bénéficiaires actuellement pris en charge par Bel Avenir mais de toute personne potentiellement bénéficiaire de ses actions même si elle n'est actuellement bénéficiaire d'aucune prise en charge spécifique (phase de simple contact par exemple).

1.2 La Politique s'impose à toute personne agissant pour BA

Ces personnes signent le **Code éthique et déontologique (Annexe 2)** et le **code de conduite (Annexe 5)** et ont une **double obligation** :

- D'une part, **respecter** les normes de protection et de sauvegarde ;
- D'autre part, **signaler** toute violation des normes de Protection et de sauvegarde en se conformant à la procédure de signalement prévue.

1.2.1 Au sein de BA

Sont concernés : Membres du CA ; Employés de droit national (salariés, vacataires, personnels mis à disposition), salariés expatriés et volontaires de solidarité internationale ; Prestataires intervenant régulièrement pour BA ; Bénévoles ; Stagiaires.

1.2.2 Les personnes externes réalisant une mission courte au sein de BA

Missions de consultance, de formation, de suivi et/ou d'évaluation, quel que soit le statut de la personne en mission (salarié, prestataire, bénévole...).

1.2.3 Les partenaires de BA œuvrant pour la prise en charge des bénéficiaires

Toutes les structures partenaires sont informées de la présente politique, annexée aux conventions partenariales. Un article de la convention de partenariat doit stipuler que tout manquement aux normes de protection peut constituer une cause de résiliation unilatérale du partenariat.

2 Les normes de protection

Les normes de protection se basent sur la **Charte du réseau Eau de Coco (Annexe 1)**, la **Politique de Sauvegarde du réseau Eau de Coco (Annexe 6)**, le **Code éthique et déontologique (Annexe 2)**, le **code de conduite Bel Avenir (Annexe 5)** ainsi que la **charte de la Plateforme (Annexe 7)**.

2.1. Protection des droits de l'enfant

La Politique de Protection s'appuie sur la **Charte du réseau Eau de Coco (Annexe 1)** et celle de la **Plateforme (Annexe 7)** mais également sur les instruments internationaux de protection de l'enfant dont, en premier lieu la **Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant** (réf. encadré ci-dessous) et les **Objectifs de Développement Durable**.

La **Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant** pose les bases de la protection de l'enfant en tout lieu et en tout temps à travers **ses articles** :

- 3 (intérêt supérieur de l'enfant),
- 19 (protection contre la brutalité et la négligence),
- 34 (protection contre l'exploitation et la violence sexuelles),
- 36 (droit d'être protégé contre toutes les formes d'exploitation préjudiciables à tout aspect du bien-être de l'enfant),
- 37 (droit à ne pas être soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradant),
- 39 (droit à la réadaptation physique et psychologique et à la réinsertion sociale).

Son article 2 pose le principe fondamental de la non-discrimination. La présente politique de protection s'accorde également avec les Objectifs de Développement Durable

2.2 Protection de l'intérêt supérieur des bénéficiaires

Les personnes, mineures ou majeures, prises en charge par BA participent aux prises de décisions les concernant ; **toute décision les concernant est prise avec leur consentement.**

2.3. Protection des bénéficiaires contre toute forme de discrimination

Les bénéficiaires sont pris en charge **sans aucune discrimination** que ce soit en raison, notamment, du sexe, de la nationalité, de l'ethnie, de l'origine réelle ou supposée, de la culture, de la religion, de la sexualité, de l'âge, d'un handicap.

2.4. Protection des bénéficiaires contre les risques d'abus de pouvoir et contre toute forme de violence

Quelles que soient les pratiques socio-culturelles et éducatives, **tout acte de violence sexuelle, physique, verbale ou psychologique, est strictement interdit** de la part de toute personne agissant pour ou avec Bel Avenir.

Sont notamment concernés :

- Les violences et abus sexuels : toute forme d'exploitation et d'abus sexuels sont strictement interdits quel que soit l'âge du bénéficiaire concerné. Ces actes sont pénalement condamnés, avec circonstance aggravante selon l'âge des victimes et lorsque l'auteur détient une position de pouvoir.
- Les violences physiques.
- Les violences psychologiques (propos accusateurs, menaçants, effrayants, discriminatoires ou humiliants).

2.5. Protection de la vie privée des bénéficiaires

Les bénéficiaires sont protégés par le **principe de confidentialité** de toutes les informations les concernant. Toutefois, afin de garantir la qualité de l'accompagnement des bénéficiaires, les informations sont partagées entre intervenants : le **principe du secret partagé** garantit alors la confidentialité des données individuelles et nominatives.

2.6. Protection de l'image des bénéficiaires

6. Protection de l'image des bénéficiaires

Bel Avenir veille à respecter et garantir, dans la prise d'images, la dignité des bénéficiaires, en évitant toute image contenant une présentation dégradante d'une personne ou d'une situation.

Les règles de protection de l'image sont explicitées dans les **Directives Bel Avenir relatives à la réalisation et l'utilisation des images recueillies dans le cadre de ses projets (Annexe 8).**

3 Les responsables, référents de la mise en œuvre de la politique

Sauvegarde : Protection des bénéficiaires :

La responsabilité de la présente politique, particulièrement pour ce qui concerne la sauvegarde, relève du **Comité de Protection Bel Avenir** et du **Comité Ethique (descriptif et contacts dans le code éthique et déontologique en Annexe 2)** du **réseau Eau de Coco** constitué pour garantir l'appropriation, la mise en œuvre et le suivi de la politique.

Le **comité de Protection** Bel Avenir est l'organe sur le terrain en charge de :

- Mettre en place et évaluer la bonne application de la politique,
- De traiter et accompagner l'ensemble des signalements,
- D'informer le comité de conformité des signalements reçus et de leurs traitements.

Le **Comité Ethique** d'Eau de Coco est l'organe en charge de :

- De contrôler la bonne mise en place de la politique par Bel Avenir,
- De traiter et/ou accompagner l'ensemble des signalements complexes et/ou qu'il reçoit directement.

Le **comité de Protection Bel Avenir** est composé de 7 membres :

- **3 Référents Protection du comité de direction BA** : DG ; Responsable S&E, DRH
- **4 Référents Protection Site** identifiés parmi les équipes terrain (**10 RP site identifiés sur une base volontaire**)

Le **Comité Ethique** d'Eau de Coco est composé de **4 membres** :

- Présidente Eau de Coco France
- Gérante Agua de Coco Espagne
- Présidente ONG Bel Avenir Madagascar
- Président Eau de Coco Réunion

Mail : codethique@eaudecoco.org (lu simultanément par les 4 membres du comité éthique) - Tel international : **(00 34) 9 58 25 17 01**. La liste des membres doit être affichée et visible par tous à chaque siège des organisations membres du réseau Eau de Coco et accessible sur la page web : <http://eaudecoco.org/comiteconformite/>

La responsabilité de la mise en œuvre de la présente politique est déléguée par le CA de BA et le réseau Eau de Coco à la **direction de Bel Avenir** et au **comité de Protection** (sur le terrain) qui désignent **un ou des référents protection** particulièrement en charge des actions préventives (**Partie II**) et de suivi de la présente politique (**Partie IV**) et impliqués, selon les situations concernées, dans la procédure de traitement des signalements (**Partie III**).

Protection de l'enfance :

Bel Avenir est membre de la **Plateforme de la société civile Pour l'Enfance** dont l'objectif est de fédérer des acteurs de la société civile qui œuvrent pour la promotion et la protection des droits des enfants dans la région Atsimo Andrefana.

En tant que **membre de la Plateforme**, **Bel Avenir** assume sa part de responsabilité pour la diffusion et l'application d'une politique de **protection de l'enfance**, en partenariat avec l'ensemble des parties prenantes, associatives et institutionnelles.

Dans ce cadre, Bel Avenir nomme un(e) membre de son équipe en capacité d'intégrer le **CA de la plateforme** et de contribuer à l'application de la mission de cette dernière, contribuant ainsi à développer des **actions de prévention** et à **accompagner les victimes aux niveaux social et juridique**.

Partie II. ACTIONS PREVENTIVES

Cette partie liste les différentes actions mises en place par BA afin de garantir la connaissance et le respect de la présente politique.

1 Avec les bénéficiaires

Bel Avenir informe, sensibilise les bénéficiaires sur la présente politique et la mission de la plateforme:

- Collectivement lors des **sensibilisations/interventions** de Bel Avenir et/ou de la Plateforme dans les quartiers, auprès des familles et des communautés ou lors des sensibilisations collectives (écoles, CASEM, centre de sport, manifestations culturels...) ;
- **Individuellement lors des entretiens** dans le cadre de la **cellule d'écoute Bel Avenir** orientant les bénéficiaires vers les projets/services adéquats (y compris le centre d'écoute de la Plateforme si nécessaire).

L'information doit être claire, concise et transmettre les messages clés.

Dans le cadre de sensibilisations ouvertes à tous, auprès des bénéficiaires directs et indirects :

- L'environnement mis en place par Bel Avenir est nécessairement non-violent.
- Leur participation et leur consentement sont systématiquement demandés pour les décisions qui les concernent.
- Les informations concernant leur situation entrent dans le cadre d'une confidentialité partagée.
- Il est ensuite indiqué à qui s'adresser pour parler d'une situation contraire aux règles de protection (plateforme et comité de protection BA).

Dans le cadre de sensibilisation auprès des bénéficiaires directs des projets (foyers sociaux, écoles, CASEM, centre sportif...) :

- L'information sur les normes de protection est similaire et peut-être complétée, en particulier avec les bénéficiaires mineurs, par un jeu (Quizz oui/non), des groupes de paroles... permettant de détailler et concrétiser les situations.
- Il est ensuite indiqué qu'en cas de situation contraire aux règles précédemment expliquées, toute personne de confiance travaillant avec BA peut être sollicitée pour entendre un signalement. Les contacts (référénts, mail, téléphone) du Comité de Protection et ceux de la Plateforme (contact, centre d'écoute, téléphone) sont également communiqués.
- Intégration de la dimension protection dans le suivi évaluation (supports de sensibilisation conçu, utilisés...)

Il appartient à Bel Avenir et à la Plateforme d'élaborer les messages d'information, en fonction de la population bénéficiaire, en s'assurant que le message est à contenu unique c'est-à-dire uniformément transmis par l'ensemble des intervenants. Les contacts (noms, téléphone, mail) des référents, personnes à contacter du comité de protection comme du comité éthique sont communiqués via des affiches lors des formations et/ou séances de sensibilisation réalisées.

2 Avec les membres du CA de Bel Avenir

Tous les membre du CA de BA prennent connaissance de la Politique, et s'engagent à la respecter en signant une **Déclaration d'engagement à la politique de protection des bénéficiaires (Annexe 9)**

3 Avec l'équipe BA

L'équipe comprend toutes les personnes travaillant pour BA, à temps plein ou à temps partiel, salariés, volontaires, vacataires, personnels mis à disposition ou prestataires réguliers, en contact direct ou indirect avec les bénéficiaires, stagiaires et bénévoles inclus.

Tous ces acteurs de l'organisation prennent connaissance de la Politique, et s'engagent à la respecter en signant une Déclaration **d'engagement à la politique de protection des bénéficiaires (Annexe 9)**.

BA s'engage à organiser un **dispositif de sensibilisation/ formation adéquate et continu** auprès de ses équipes.

Lorsque BA est la partie contractante (en particulier concernant les salariés et les volontaires de solidarité internationale), les actions préventives suivantes sont mises en œuvre :

3.1 L'offre de poste/mission/stage

- La fiche de poste fait mention de la présente Politique,
- Sont exigées des références en fonction du niveau de responsabilité du poste ; la véracité de la référence pourra être vérifiée par mail ou téléphone avec la personne citée comme référence. Les stagiaires et bénévoles ne sont pas contraints de fournir une référence.
- Un **extrait de casier judiciaire** vierge est demandé pour tous.

3.2 Le processus de sélection

Lors du processus de sélection, la personne en charge de mener l'entretien de recrutement doit intégrer la question de la protection pour s'assurer des aptitudes de son interlocuteur en termes de lutte contre les violences. **Guide d'entretien recrutement (Annexe 10)**

3.3 La période d'intégration

La personne sélectionnée prend connaissance de la Politique de Protection de l'enfant et de Sauvegarde des Bénéficiaires et s'engage à la respecter en signant son contrat incluant un article spécifique une Déclaration d'engagement (**Annexe 9**). Est délivré à ce dernier par les services RH un **guide d'intégration** incluant la question de la politique de protection.

3.4 Le suivi annuel

Les **entretiens annuels d'évaluation** et/ou **questionnaires annuels spécifiques** gérés par les RH permettent d'évaluer la maîtrise continue de la Politique et d'initier, en fonction des résultats, un ajustement et recyclage de la sensibilisation/formation continue.

4 Avec les structures partenaires de prise en charge des bénéficiaires

Les conventions de partenariat doivent mentionner explicitement que la structure partenaire a pris connaissance de la Politique de Protection et s'engage à la respecter.

5 Avec les personnes en mission courte et clients de l'Hôtel Solidaire

- Signature du **code de conduite (Annexe 5)** pour les personnes en missions courtes ;
- Mise à disposition d'une **information « hyper visible »** (sur les tables de nuit, sur les tables restaurant, affiches...) sur la base du « guide du voyageur responsable » édité par le Ministère du Tourisme : **conseils aux voyageurs (Annexe 11)**

Concernant le **comité de protection** BA à Tuléar : Le **comité de Protection Bel Avenir** est composé de 7 membres : 3 Référents Protection du comité de direction BA (DG ; Responsable S&E, DRH) et de 4 Référents Protection Site identifiés parmi les équipes terrain (10 RP site identifiés sur une base volontaire lors des formations/sensibilisation). Les contacts des membres du comité de protection doivent être connus par l'ensemble des acteurs et bénéficiaires BA (affiche sur les lieux des projets, séance de sensibilisation...).

Concernant la **Plateforme et le RPE** : 1 centre d'écoute de la PPE reçoivent les personnes de visu, le poste de la Police de Mœurs et Protection des Mineurs (PMPM), le Centre Vonjy située dans le Centre Hospitalier Central de Tuléar, le Tribunal de Tuléar et le centre d'écoute de la Direction Régionale de la Population, de la protection Sociale et de la Promotion de la Femme (DRPPS); un email et 2 numéros de téléphone malgaches sont également proposés.

- Centres d'écoute PPE : Maison des Paysans Mitsinjo- Betanimena Tuléar
- Mail PPE : plfprotec.enf@gmail.com
- Téléphone PPE : 037 74 679 39 / 034 85 114 15 / 033 59 365 62
- PMPM : Poste de Police Mitsinjo Tuléar
- Centre Vonjy : Centre Hospitalier Universitaire (CHU), Tanambao Tuléar
- Tribunal Tuléar : Betela, Tuléar
- Direction Régionale de la Population, de la protection Sociale et de la Promotion de la Femme: Boulevard Galliéni, Toliara

Ce dispositif de signalement concerne la protection de l'enfance et est au service des enfants de la région, en lien ou non avec Bel Avenir.

Les signalements d'abus passent plus facilement par des relais humains, des personnes de confiance et plus rarement via les mails ou appels téléphoniques ; il est donc important d'informer l'ensemble des acteurs (salariés, stagiaires, bénéficiaires...) qu'ils peuvent s'appuyer sur une **personne de confiance** au sein de BA, sachant que **tout intervenant de BA est concerné par l'obligation de signalement**. Les personnes de confiance s'adresseront, pour la suite de la procédure, aux **référents protections** nommées et identifiées en interne.

A retenir :

- La **procédure de signalement/information préoccupante** est portée à la **connaissance de l'ensemble des acteurs** ; les bénéficiaires sont informés de cette procédure, et savent qu'ils peuvent signaler toute situation contraire aux normes de protection.
- La procédure est à mettre en œuvre à chaque fois qu'une **personne soumise à l'obligation de signalement** a été informée ou a observé une situation de violation éventuelle de la Politique de Protection.
- **Le formulaire de signalement** est renseigné et transmis aux membres du comité de conformité ou à la plateforme.
- Selon la gravité des faits rapportés ou observés, des mesures de protection et/ou de soins, sont mises en œuvre.
- Lorsque le signalement est fait par un bénéficiaire, il convient d'adopter, dès ce premier échange, des attitudes d'empathie, de bienveillance.
- Garantie de la **stricte confidentialité** et démarrage de la **procédure de traitement du signalement / enquête interne**
- Aussi, informer que **toute fausse allégation sera sanctionnée**.

1.2 Procédure de traitement du signalement

▪ Enquête interne menée dans les meilleurs délais : entretiens individuels menés par les référents protection de BA ou de la Plateforme. ▪ Ecouter la victime. ▪ Prendre des mesures de protection si nécessaire ▪ Ecouter les éventuels témoins ▪ Ecouter la personne visée par le signalement ▪ Garantir la confidentialité	
Situation de violation de la Politique de Protection avérée	Situation de violation de la Politique de Protection non avérée.
Production par les référents protection du comité de protection/ et/ou de la plateforme d'un rapport d'enquête de violation de la politique de protection. Le rapport d'enquête inclut une proposition de suites à donner à l'attention du comité éthique de conformité et/ou de la plateforme Information auprès de la victime, du bénéficiaire et des témoins. Convocation de l'auteur des faits par les référents protection du comité de protection et/ou de la plateforme et/ou la police pour information des suites à donner (avec le consentement de la victime).	Production par les référents protection du comité de protection /ou de la plateforme d'un rapport de classement sans suite du signalement. Le rapport d'enquête inclut une proposition de suites à donner à l'attention du comité éthique et/ou de la plateforme Information transmise par les référents protection du comité de protection et/ou de la plateforme aux personnes concernées (bénéficiaire, personne mise en cause, témoins).

A retenir :

- *L'enquête doit être menée **rapidement** suite au signalement et dans la plus **grande confidentialité** pour ne porter préjudice ni à la victime présumée, ni à l'auteur présumé, ni au(x) témoin(s).*
- *Les entretiens individuels doivent être réalisés en adoptant des **attitudes d'empathie et dans le souci de la stricte confidentialité**.*
- *Un **rapport d'enquête** est constitué par les référents protection en lien avec le **comité éthique et /ou la plateforme**.*
- *Le rapport d'enquête conclut à une situation avérée de violation de la Politique de Protection en cas de preuve(s).*
- *A défaut, le rapport d'enquête conclut au classement sans suite du signalement.*
- *Toute suite à donner après l'enquête doit être décidée **en accord avec la victime** (ou ses responsables légaux s'il s'agit de mineurs).*
- ***Toute fausse allégation est sanctionnée.***

Accord de la victime et judiciarisation :

- *L'accord de la victime pour judiciariser est toujours demandé*
- *Pour autant, si **la victime de l'abus est mineure et sans accord/ou inexistence de ses responsables légaux** :*
 - *La **plateforme** peut **se porter partie civile** et une procédure judiciaire est entamée*
 - ***Bel Avenir**, si l'auteur fait partie de son équipe, quel que soit son statut, **peut se porter partie civile** et une procédure judiciaire est entamée*

Il faut alors une capacité de protection de la victime +++

2 Procédures consécutives à une situation avérée de violation de la Politique de Protection

2.1 Avec les membres du CA et les personnes en contrat avec BA :

Si l'enquête conduite en interne conclut à une situation avérée de violation de la Politique, une procédure de sanction administrative pouvant aboutir :

- Au licenciement pour faute grave pour les salariés ;
- À une procédure de remise en cause des engagements (qualité de membre, prestataire, stagiaire, bénévole...) pouvant aboutir à leur résiliation unilatérale.

La décision finale appartient à la présidente de BA, membre du comité éthique, lequel est informé des signalements internes et des suites données. Bel Avenir se réserve le droit d'informer, des raisons de la rupture contractuelle, les organisations demandant les références professionnelles des personnes concernées.

Si la situation est constitutive d'une infraction légalement répréhensible, Bel Avenir déclenchera une procédure de dépôt de plainte selon les droits et les procédures légales en vigueur.

2.2 Avec les partenaires BA :

Si BA reçoit un **signalement impliquant un partenaire**, une procédure d'information auprès de la direction de la structure partenaire est déclenchée par BA avec demande d'enquête, à mener, si possible, conjointement avec BA.

En cas de refus du partenaire de diligenter une enquête ou si l'enquête conclut à une situation avérée de violation de la Politique de Protection de BA, et selon les décisions prises par la structure partenaire à l'égard de l'auteur, une procédure pouvant aboutir à la résiliation unilatérale des engagements conventionnels est déclenchée conformément aux procédures prévues par ces conventions.

Si la situation est constitutive d'une infraction légalement répréhensible, BA déclenchera une procédure de dépôt de plainte selon les droits et les procédures légales en vigueur, si la structure partenaire concernée ne diligente pas elle-même cette procédure.

2.3 Avec les personnes non rattachées à BA :

Si la situation est constitutive d'une infraction légalement répréhensible, BA déclenchera une procédure de dépôt de plainte selon les droits et les procédures légales en vigueur, en partenariat avec la Plateforme et/ou les autorités compétents si les abus concernent un enfant.

Partie IV. DEPLOIEMENT ET SUIVI DE LA POLITIQUE

Activités à mettre en œuvre	Outils/méthodologies	Indicateurs	Fréquence	Personne responsable	Échéance
Elaboration et révision des outils	Révision du Code de conduite sur la base de la politique et du code déontologique	Code de conduite en français et en malgache comme document unique d'engagement	UNIQUE	1ere Proposition : STEPS Finalisation CD Traduction	4eme trimestre 2025
	Insertion du document signé droit à l'image dans les inscription sport et CASEM	Documents finalisés et opérationnel (fiche d'inscription et droit à l'image traduit)	UNIQUE	Pole projet (Silvia)	Juin 2025
	Finalisation des outils de formation à la politique niveaux 1 (CD et coordination) en français	Documents finalisés : PPT Power walk Video consentement Analyse de risque et études de cas Formation à minima 1 fois par an en plus de l'intégration	UNIQUE	STEPS et Pole projet (phase test et enrichissement)	23 Avril 2025
	Finalisation du guide d'intégration RH avec traduction	Guide d'intégration finalisé, traduit et opérationnel // du CdC	UNIQUE	DRH et CD	4eme trimestre 2025
	Finalisation des outils de formation à la PPS niveaux 2 (équipe terrain) avec traduction	Les coordinateurs sont dotés d'outils pour le déploiement de la PPS (sur la base d'une illustration du Code de conduite) auprès des équipes de terrain Formation à minima 1 fois par an en plus de l'intégration	UNIQUE	CD et pole projet	4eme trimestre 2025
	Finalisation des outils de formation/ information à la PPS niveaux 3 (Bénéficiaires) avec traduction	Doter tous les sites d'affiches et dépliants de sensibilisation avec contact des référents protection Doter tous les sites de boites de doléances	UNIQUE	Pole projet et coordinateurs	1 ^{er} trimestre 2026
Suivi de l'application de la procédure de recrutement/sélection et d'intégration	- Extrait du casier judiciaire. - Référence fournie. - Questionnaire spécifique - guide d'intégration et signature du code de conduite	- Séances d'intégration réalisées - Nombre de recrutements -Nombre de casiers judiciaires fournis - questionnaires annuels d'évaluation mis en application	Continue	RH	4eme trimestre 2025
Suivi de la bonne compréhension de la Politique par les équipes BA	Outils dans le cadre du suivi évaluation du personnel	Résultats des évaluations ou traitement des questionnaires	Annuel	RH	A partir Du 1 ^{er}

	annuellement ou questionnaire annuel				trimestre 2026
Identification des référents protection et constitution du comité protection BA	Identification des référents protection et constitution du comité de protection BA	Suite au déploiement de la politique et à la formation des acteurs de terrains niveaux 2, les référents sur site sont identifiés et le comité de protection BA constitué	Annuel	Pole projet et comité de direction	4eme trimestre 2025
	Formation des référents protection sur site	Réaliser une première formation puis une formation à minima annuelle des référents sur site	Annuel	Comité de protection	4eme trimestre 2025
	Accompagnement et suivi évaluation des référents protection	Intégrer le suivi des référents dans le suivi évaluation (nombre de signalements/informations préoccupantes reçues et traitées, difficultés rencontrées, défis relevés, ...)	Continu	Comité de protection	4eme trimestre 2025
	Suivi de l'application des procédures de signalement et de traitement des signalements	Définir les personnes en charge des enquêtes, en fonction des situations, également le rôle des référents protection (travailler des TDRs)	Continu	Comité de protection	4eme trimestre 2025
	Réalisation de retours/analyses d'expérience avec le comité éthique	Sur la base des signalements et situations complexes Par exemple les auteurs mineurs	Continu	Comité de protection	A partir Du 1 ^{er} trimestre 2026
Diverses adaptations pratiques		Adaptation toilettes et éclairage sur sites écoles			4eme trimestre 2025

POLITIKA FIAROVANA NY ANKIZY SY FITANDROVANA IREO MPAHAZO TOMBON-TSOA BEL AVENIR – MADAGASIKARA – 2025

Teny mialoha

Loha laharana amin'ny tetikasa sahan'ny ONG Bel Avenir ny fiarovana ny olona marefo, indrindra fa ny vehivavy sy ny ankizy. Mba hahafahany manatanteraka izany dia nosafidiny ny hamolavola mialoha ilay **Politika fiarovana sy fitandrovana**. Tsiahivina fa ny fiarovana sy ny fikajiana tiana hambara eto dia araka ny voalaza amin'ny « *Safeguarding Resource & Support Hub* » : https://safeguardingsupp_vorthub.org/fr :

Ny Fitandrovana dia natao hiantohana ny fiarovana ny ankizy sy ny olon-dehibe marefo amin'ny fanararaotana na herisetra (tsy nahy na iniavana) ataon'ny olona manana fifanarahana na mifandray amin'ny fikambanana, toy ny mpiasa, ny mpiara-miombon'antoka, mpilatsaka an-tsitraro, mpanolotsaina, mpiofana, mpampianatra ... vatsian'ny ONG vola.

Ny fiarovana dia mikendry fiaraha-monina azo antoka ho an'ny ankizy sy ny olon-dehibe marefo. Ny fisorohana sy fanoherahana ny fanararaotana, ny fanilikilihana, ny fanararaotana sy ny herisetra fanaon'ny olona ivelan'ny fikambanana : ohatra, olana any amin'ny fiaraha-monina, ao amin'ny fianakaviana, tafiditra anatin'izany ireo ankizy hafa na ireo tsy mifanaraka amin'ny voakasika.

Ny **ONG Bel Avenir** dia fikambanana naorina araka ny lalàna malagasy tamin'ny 2003, ary **mikendry** ny handray anjara amin'ny fampandrosoana maharitra ny faritra Atsimon'i Madagasikara amin'ny alalan'ny hetsika ara-pianarana, ara-pahasalamana sy ara-tsosialy, ara-panatanjahantena, ara-kolontsaina ary tontolo iainana. Tanjona kendrena amin'izany ny hanohana ny vahoaka sahirana mba ho afaka hanangana ny ho aviny sy hatrika ny fahasahiranana ankehitriny.

Ny **ONG Bel Avenir** dia miara-miasa hatrany amin'ireo mambran'ny **tambajotra iraisam-pirenena Eau de Coco** izay mampivondrona ireo fikambanana manana tantara sy tanjona mitovy. **Bel Avenir** dia mankatò ny **satan'ny tambajotra Eau de Coco (Tovana - 1)** niorina tamin'ireto **soatoavina ifampizarana manaraka ireto** :

- Kalitao sy filamatry ny asa ary fitsinjovana ny mpahazo tombon-tsoa.
- Haja sy hasin'ny olona ary ny fomba amam-panao
- Faharetan'ny hetsika atao
- Fanavaozana sy famoronana
- Fampandraisana anjara ireo vondrona voailikilika amin'ny hetsika atao
- Fahombiazana sy fangaraharana
- Fifandraisana mahomby sy manara-penitra

Araka izany, **ny asa ifarimbonana** no voizin'ny Bel Avenir dia hahafahana mametraka ny lamina sy ny fitaizana mikasika **fiarovana** : fiarovana ny olona amin'ny fihetsika na fitondran-tena mifanohitra amin'ny fahaiza-mikarakara ireo mpahazo tombon-tsoa no aorina amin'ny alalan'ny lamina apetraky ny Bel Avenir miaraka amin'ireo mpiara-miombon'antoka, **eo amin'ny sehatra iraisam-pirenena sy eto an-toerana**. Io lamina io antoka ifaharan'ny **fiarovana sy ny fitandrovana** manokana :

- **Eo amin'ny sehatra iraisam-pirenena – Tambajotra Eau de Coco :**
 - Ny **soatoavina sy ny andraikitra (Tovana - 2)** ho an'ny mpikambana sy mpiara-miasa rehetra ao amin'ny tambajotra iraisam-pirenena Eau de Coco izay iarahany ny Bel Avenir. Tanjona kendrena amin'io fitsipika io : hanazava ny fitondran-tena andrasana sy ekena ary hamaritana ny fetrany araka ny soatoavina sy ny fifanajana eo sehatry ny asa ; hamantatra, handamina na hamongotra ireo fihetsika tsy mifanaraka amin'ny fitsipika napetraka. Io fitsipika io dia misy **fanambarana antoka (Tovana - 3)**
 - **Satan'ny fandrindrana ny fifanakalozana ara-kolotsaina sy iraisam-pirenenana (tovana – 4)** eo amin'ny mpikambana sy mpiara-miasa rehetra ao amin'ny tambajotra iraisam-pirenena Eau de Coco izay iarahany ny Bel Avenir
 - **Kaodin'ny fitondran-tena (tovana - 5)** iarovana amin'ny fanambakana sy fanararaotana ara-nofa
 - Bas du formulaire **Politika fiarovana (Tovana 6)**
- **Eto an-toerana – Sehatry ny ankizy :**
 - **Ny Réseaux de Protection de l'Enfant (RPE)** dia rafitra fototra miasa eny ifotony ao anatin'ny rafitra nasionaly fiarovana ny ankizy eto Madagasikara. Ny andraikiny lehibe dia ny miantoka ny fandrindrana sy ny fiaraha-miasa eo amin'ireo mpisehatra samihafa eny an-toerana — rafitra fanjakana, fikambanan'ny fiarahamonim-pirenena, vondrom-piarahamonina ary ireo mpiara-miombon'antoka ara-teknika — mba hisorohana sy hamaliana am-pahombiazana ny endrika rehetra amin'ny herisetra, fanararaotana ary tsirambina atao amin'ny ankizy. Manamora ny fanaovana tatitra, ny fanarahamaso ireo ankizy niharam-boina, ary ny fanatanterahana hetsika iarahana miasa ho fiarovana ny ankizy ny RPE. (Araka ny Didim-panjakana laharana 2012-858 – Komity Nasionaly misahana ny Fiarovana ny Ankizy (CNPE)).
 - **Bel Avenir** dia mpikambana ao amin'ny **Sehatry ny fiarovana ny ankizy aty Toliara (Fampahafantarana, fe-petra & sata tovana 7)**, fikambana lalàna malagasy izay mikendry ny hampivondrona sy hampifandray ireo mpiantsehatra miasa amin'ny fiarovana ny ankizy ao amin'ny Faritra Atsimo Andrefana. Ny iraka indraiketan'ny mpiantsehatra dia ny miady amin'ireo karazam-panararaotana atao amin'ny ankizy sy manatsara ny fandraisana antanana sy fanohanana iretsy farany, mba hahafahan'izy ireo mioitra sy mizaka ny zony. Ao anatin'ity sehatra ity, dia nanatevin-daharana sy nanao sonia **ny satan'ny mpiantsehatra (tovana - 7)** Bel Avenir.

Mba hahafahana manamafy ny fiarovana ireo mpahazo tombon-tsoa amin'ny endrika fanararaotana rehetra, ity **Politika Fiarovana ny ankizy sy fitandrovana ny Mpahazo tombon-tsoa** ao amin'ny **Bel Avenir** ity dia manamafy, amin'ny alalan'ny **tahirin-kevitra tokana**, ny lamina fiarovana ary mandrindra ny fanatanterahana ny hetsika hanamafisana ny fiarovana ny mpahazo tombon-tsoa amin'ny endrika fanararaotana rehetra : ny voalohany dia ny **hetsika fisorohana** mialoha hahafahana mampihena ireo fanitsakitsahana ny lamina fiarovana ; ny faharoa kosa dia **ny fomba fampahafantarana ny fihorampify sy ny fe-petra raisina** .

Ankoatra izany, ity **Politika Fiarovana ny Mpahazo tombon-tosa** ity dia manohana tanteraka ny politika **“tsy misy fandefarana ”** ireo endrika herisetra rehetra amin'ny atao amin'ny **mpahazo tombon-tsoa avy amin'ny olona miasa ho an'ny Bel Avenir na miara-miasa aminy**. Ireo toe-javatra rehetra manamarina ny fanitsakitsahana ity **Politika Fiarovana** amin'ny herisetra ity dia tsy misy fandefarana ary mitarika amin'ny fampitsaharana ny fiaraha-miasa amin'ny ONG.

Ity **tahirin-kevitra** mikasika ny **Politika Fiarovana ny Mpahazo tombon-tosa** amin'ny **Bel Avenir** ity dia natao ho **tahirin-kevitra hifampizarana ao amin'ny ekipan'ny mpikambanana**. Ny fampiharana ity politika ity dia tapahin'ny **Bel Avenir** miaraka tambajotra Eau de Coco sy ny **Sehatra** miaro ny ankizy eto Toliara.

FANOROAN-TAKILA

Fizarana - I : SEHATRA FAMPIHARANA NY POLITIKA

1 – Ny mpiantsehatra sy ny olona voakasika

- 1.1. Ny Politika Fiarovana dia mikasika ireo mpahazo tombon-tsoa rehetra ao amin'ny Bel Avenir
- 1.2. Ny Politika Fiarovana dia tsy maintsy arahin'ireo olona miasa ho an'ny Bel Avenir
 - 1.2.1. Ao amin'ny Bel Avenir
 - 1.2.2. Ireo olona avy ivelany manatanteraka iraka tsy maharitra ao amin'ny Bel Avenir
 - 1.2.3. Ireo mpiara-miombon'antoka amin'ny Bel Avenir amin'ny fandraisana an-tanana ireo mpahazo tombon - tsoa

2 – Ny fenitra fiarovana

- 2.1. Fiarovana ny zon'ny ankizy
- 2.2. Fiarovana ny tombontsoa ambon'ny mpahazo tombon-tsoa
- 2.3. Fiarovana ny mpahazo tombon-tsoa amin'ireo endrim-panavakavahana
- 2.4. Fiarovana ny mpahazo tombon-tsoa amin'ny fanararaotam-pahefana sy amin'ny herisetra.
- 2.5. Fiarovana ny fiaina-manokan'ny mpahazo tombon-tsoa
- 2.6. Fiarovana ny sarin'ny mpahazo tombon-tsoa

3 – Ireo tompon'andraikitra, mpiaro ny fampiharana ny politika

Fizarana - II : HETSIKA FISOROHANA

1 – miaraka amin'ny mpahazo tombon-tsoa

2 – miaraka amin'ny mambran'ny Filankevi-pitantanan'ny Bel Avenir

3 – miaraka amin'ny ekipan'ny Bel Avenir

- 3.1. Tolotra momba ny asa / iraka / fiofanana
- 3.2. Fomba fisafidianana
- 3.3. Fotoana fidirana ao amin'ny ekipa
- 3.4. Fanaraha-maso isan-taona

4 –miaraka amin'ny mpiara-miasa amin'ny fandraisana an-tanana ny mpahazo tombon-tsoa

5 –miaraka amin'ny mpamita iraka tsy maharitra sy ireo mpanjifa ao amin'ny Hôtel Solidaire

Fizarana - III : FOMBA FANAMBARANA SY FITANTANANA NY TOE-JAVATRA MITRANGA

1 – Fomba fanambaràna sy fikirakirana azy

- 1.1. Fomba fanambaràna
- 1.2. Fomba fikirakirana ny fanambaràna

2 – Fepetra raisina mikasika ny fanitsakitsahana voaporofo ny Politika Fiarovana

- 2.1. Miaraka amin'ny mambran'ny Filankevi-pitantanana sy ny olona manana fifanarahana amin'ny BA
- 2.2. Miaraka amin'ny mpiara-miasa amin'ny BA
- 2.3. Miaraka amin'ny olona tsy mifamatotra amin'ny BA

Fizarana - IV : FAMAHAHAHANA SY FANARAHAMA-MASO NY POLITIKA

TOVANA : Tovana 1 : Satan'ny tambajotra Eau de Coco Tovana 2 : Soatoavina sy andraikitra Tovana 3 : Fanambarana antoka Soatoavina sy andraikitra Tovana 4 : Satan'ny fandrindrana ny fifanakalozana ara-kolotsaina sy iraisam-pirenenana Tovana 5 : Kaodin'ny fitondran-tena manohitra ny EAS ataon'ny BA Tovana 6 : Politika fitandrovana	Tovana 7 : Sehatry ny fiarovana ny ankizy aty Toliara : Fampahafantarana, fe-petra & sata Tovana 8 : Torolàlana Bel Avenir mikasika ny fanamboarana sy fampiasana sary Tovana 9 : Fanambarana ny antoka amin'ny politika fiarovana ny mpahazo tombon-tsoa Tovana 10 : Torolàlana mikasika ny resadresaka fandraisana mpiasa Tovana 11 : Torohevitra ho an'ny mpandeha Tovana 12 : Taratasy fenoina mikasika fampahafantarana
---	---

Fizarana I : SEHATRA FAMPIHARANA NY POLITIKA

Ity fizarana ity dia mitanisa ireo mpiantsehatra sy ireo fitsipika mikasika ny Politika Fiarovana ny Mpahazo Tsoa ary mampahafantatra ireo tompon'andraikitra sy mpiara-misa amin'ity politika ity.

1. Ny mpiantsehatra sy ny olona voakasika :

1.1. Ny Politika Fiarovana dia mikasika ireo mpahazo tombon-tsoa rehetra ao amin'ny Bel Avenir

Araka ny voalaza ao amin'ny tahirin-kevitra iorenan'ny fikambanana dia voakasiky ny Politika Fiarovana, tsy misy fanavahana, ireo mpahazo tombon-tsoa rehetra ao amin'ny Bel Avenir (ny vahoaka marefo, indrindra fa ny vehivavy sy ankizy).

Tsy ny mpahazo tombon-tsoa raisin'ny Bel Avenir an-tanana ankehitriny ihany fa ireo rehetra tokony hisitraka ny asa ataon'ny fikambanana na dia mbola tsy nisy fandraisana an-tanana manokana aza (na dia fihaonana fotsiny, ohatra).

1.2. Ny Politika Fiarovana dia tsy maintsy arahin'ireo olona miasa ho an'ny Bel Avenir

Ireo olona ireo dia manao sonia ny **Kaodin'ny Soatoavina sy andraikitra (Tovana - 2)** ary ny **kaodin'ny fitondran-tena (Tovana - 5)** ary manana **adidy roa** :

- Etsy andaniny, **manaja** ireo fenitra fiarovana
- Etsy ankilany, **manambara**, araka ny fomba fanaovana tatitra noraisina, ireo fihoaram-pefy rehetra amin'ny fenitra fiarovana.

1.2.1. Ao amin'ny Bel Avenir

Voakasik'izany : Ireo mambran'ny Filankevi-pitantanana, ireo mpiasa eto an-toerana (mpiasa raikitra, mpiasa an-tselika, ireo olona natolotra), mpiasa avy any ivelany sy mpilatsaka an-tsitrabo avy amin'ny firaisan-kina iraisam-pirenena ; mpanome tolo-tanana matetika ho an'ny Bel Avenir, mpilatsaka an-tsitrabo, mpiza-draharaha.

1.2.2. Ireo olona avy ivelany manatanteraka iraka tsy maharitra ao amin'ny Bel Avenir

Iraka filan-kevitra, fiofanana, fanaraha-maso sy/na fanaovana tombana, na inona na inona ny fe-petra mifehy ilay mpamita iraka (mpiasa, mpanao asa an-tselika, mpanao asa an-tsitrabo ...).

1.2.3. Ireo mpiara-miasa amin'ny Bel Avenir amin'ny fandraisana an-tanana ireo mpahazo tombon - tsoa

Ireo mpiara-miombon'antoka rehetra dia ampahafantarina, araka ny voarakitra ao amin'ny tovana mikasika ny fifanekem-piaraha-miasa, ny Politika Fiarovana. Araka ny voalaza amin'ny andininy iray ao amin'ny fifanekem-piaraha-miasa, ny tsy fanaovana izany dia miteraka ny fanafoanana avy hatrany ny fiaraha-miombon'antoka.

2. Ireo fenitra fiarovana

Ireo fenitra fiarovana dia mifototra amin'ny : **Satan'ny tambajotra Eau de Coco (Tovana 1)**, **Politika fitandrovanan'ny tambajotra Eau de Coco (Tovana 6)**, **Kaodin'ny soatoavina sy andraikitra (Tovana 2)**, **Kaodin'ny fitondran-tena Bel Avenir (Tovana 5)** ary ny **Satan'ny Sehatra fiarovana ny ankizy (Tovana - 7)**.

2.1. Fiarovana ny zon'ny ankizy

Ny polika Fiarova dia mifototra amin'ny **Satan'ny tambajotra Eau de Coco (Tovana 1)** sy ny **Sehatry ny fiarovana ny ankizy (Tovana 7)**, ary koa amin'ny fitaovana iraisam-pirenena mikasika ny fiarovana ny ankizy, indrindra fa ny **Fifanarahana iraisam-pirenena mikasika ny zon'ny ankizy** (ahitana izany ny anaty joro efatra eto ambany) sy ireo **Tanjona kendrena amin'ny Fampandrosoana Maharitra**.

Ny Fifanarahana iraisam-pirenena mikasika ny zon'ny ankizy dia mametraka ny fototra iorenan'ny fiarovana ny ankizy amin'ny toerana sy ny fotoana rehetra, araka ireto andininy ireto :

- ✓ Andininy faha-3 (tombontsoa ambon'ny ankizy),
- ✓ Andininy faha-19 (fiarovana amin'ny herisetra sy ny tsirambina),
- ✓ Andininy faha-34 (fiarovana amin'ny fanararaotana sy ny herisetra ara-nofo),
- ✓ Andininy faha-36 (zo fiarovana amin'ny endri-panararaotana rehetra mety hanimba ny fiadan'ny ankizy)
- ✓ Andininy faha-37 (zo tsy hampijaliana na tsy hohelohina na koa herisetra mifono habibiana, tsy fanao amin'olombelona na koa fanambanibanihana)
- ✓ Andininy faha-39 (zo hahazo fikolokoloana ara-batana sy ara-tsaina ary fiverenana miara miaina eo anivon'ny fiaramonina)

Ny Andininy faha-2 dia mametraka ny foto-kevitra fototra momba ny tsy fanavakavahana.

Ity Politika Fiarovana ity dia mifanaraka ihany koa amin'ny Tanjona kendrena amin'ny Fampandrosoana Maharitra

2.2. Fiarovana ny tombon-tsoa ambon'ny mpahazo tombon-tsoa

Ireo olona, na zaza na olon-dehibe, raisin'ny BA an-tanana dia mandray anjara amin'ny fanapahan-kevitra mikasika azy. **Ny fanapahan-kevitra mikasika azy ireo dia raisina araka ny eram-pon-dry zareo.**

2.3. Fiarovana ny mpahazo tombon-tsoa amin'ireo endrim-pfanavakavahana

Ireo mpahazo tombon-tsoa rehetra dia raisina an-tanana tsy misy fanavakavahana : ara-pananahana, firenena, ara-pirazanana, ara-piaviana marina na tombatombana, ara-kolontsaina, ara-pivavahana, ara-taona, ara-pahasembanana.

2.4. Fiarovana ny mpahazo tombon-tsoa amin'ny fanararaotam-pahefana sy amin'ny karazana herisetra rehetra.

Na inona na inona firehana ara-piarahamonina, ara-kolontsaina sy ara-panabeazana, **ny herisetra ara-nofo sy ara-batana na amin'ny fitenenana na amin'ny lafiny ara-tsaina dia tsy azo atao** avy amin'ny olona miasa na miara-miasa amin'ny BA. Voakasik'izany rehetra izany :

- Ireo herisetra sy fanararaotana ara-nofo : ireo endri-panambakana sy fanararaotana ara-nofo dia tena voarara na tsy azo atao mihintsy na inona na inona an-toko taonan'ilay voakasika.
- Ny fanaovana izany rehetra izany faizin'ny lalàna. Hetintra, araka ny taonan'ny niharam-boina ny famaizana, indrindra fa ho an'ireo mpanao herisetra manam-pahefana manokana.
- Herisetra ara-batana,
- Herisetra ara-tsaina (teny manoso-potaka, mandrahona, mampihorohoro, manavakavaka na manala baraka).

2.5. Fiarovana ny fiaina-manokan'ny mpahazo tombon-tsoa

Voaaro amin'ny alalan'ny **fanajana ny mombamomba azy sy ny tsiambaratelony** ireo mpahazo tombon-tsoa. Na dia izany aza dia mba hahazo antoka ny fanampiana ny mpahazo tombon-tsoa dia ilaina ny hifampizarana amin'ny samy ekipan'ny mpandray andraikitra ny andindininy momba azy : ny **"tsiambaratelo ifampizaràna"** no ahafahana miantoka ny fiarovana ny tsiambaratelo mikasika ny tsirairay

2.6. Fiarovana ny sarin'ny mpahazo tombon-tsoa

Bel Avenir dia manara-maso ny fanajana sy ny fiantohana ny fahamendrehana'ny mpahazo tombon-tsoa amin'ny alalan'ny fisorohana ny sary mety miendrika fanambaniana olona na toe-javatra.

Ny fitsipika Fiarovana ny sarin'ny mpahazo tombon-tsoa dia azavaina ao amin'ny **Torolàlana Bel Avenir mikasika ny fangalana sy fampiasana sary voaangona eo anivon'ireo tetik'asany (Tovana 8).**

3. Ireo tompon'andraikitra, mpiaro ny fampiharana ny politika :

Fitandrovana : Fiarovana ny mpahazo tombon-tsoa :

Ny andraikitra amin'ny Politika Fiarovana, indrindra fa ny mikasika ny fiambenana, dia iantsorohan'ny **Komitin'ny Fiarovana Bel Avenir sy ny Komitin'ny Soatoavina (ny andinindininy sy ny fifandraisana dia voafaritra ao amin'ny Kaodin'ny soatoavina sy andraikitra Tovana 2) ao amin'ny tambajotra Eau de Coco** napetraka mba hiantohana ny fampiharana sy ny fanaraha-maso ny politika.

Komitin'ny Fiarovana Bel Avenir no rantsa-mangaika misahana :

- Ny fametrahana sy ny fanaovana tombana ny fampiharana tsara ny politika,
- Ny fikirakirana sy ny fanarahanana ireo fampahafantarana rehetra
- Ny fampafantarana ny **Komitin'ny Fifanarahana** ireo fanambarana voaray sy ny fikirakirana azy

Ny Komitin'ny Soatoavina an' Eau de Coco no rantsa-mangaika misahana :

- Ny fisavana ny fametrahana tsara ilay Politika amin'ny alalan'Bel Avenir,
- Ny fikirakirana sy/na fanarahana ireo fanambarana rehetra sarotra sy/na voaray mivantana.

Ny komitin'ny Fiarovana Bel Avenir dia ahitana **mpikambana 7** :

- 3 Mpiaro ny Fiarovana ny komitin'ny mpitantana BA (DG ; Responsable S&E, DRH)
- 4 Mpiaro ny Fiarovana ireo toeram-piasana fantatra anisan'ny mpiaramiasa ivelan'ny birao (10 RP toeram-piasana fantatra eo amin'ny toeram-piasana an-tsitrabo)

Ny Komity Soatoavina dia ahitana **mpikambana 4** :

- Filohan'Eau de Coco France
- Mpitantana Agua de Coco Espagne
- Filohan'ONG Bel Avenir Madagascar
- Filohan'Eau de Coco Réunion.

Mailaka : codethique@eaudecoco.org (miaraka voavakin' ireo mpikambana 4 an'ny Komity Soatoavina) - nomerao iraisam-pirenena : **(00 34) 9 58 25 17 01**. Ny lisitra ireo mpikambana dia tsy maintsy apetaka sy atao hitan'ny rehetra isakin'ny foiben'ireo tetik'asa mpikambana an'ny tambajotra Eau de Coco sy mora jerena ao amin'ny tranokala web : <http://eaudecoco.org/comiteconformite/>

[Ny andraikitra amin'ny fametrahana an'ity Politika ity dia nampiankinina avy amin'ny Filankevi-pitantanan'ny Bel Avenir sy ny tambajotra Eau de Coco hoan'ny Mpitantana an'ny Bel Avenir sy ny Komity Fiarovana \(ivelan'ny toerampiasana\) izay manonona Mpiaro iray na maro hisahana indrindra ny hetsika fisorohana \(Fizarana II\)](#) sy ny fanaraha-maso ny fampiharana ny Politika (**Fizarana IV**), araka ny fisehoan-javatra ao anatin'ny fanatanterahana ny fepetra amin'ny fanambarana (**Fizarana III**).

Fiarovana ny ankizy :

Bel Avenir dia mpikambana ao amin'ny **Sehatra vondrom-piarahamonina miahhy ny ankizy (Plateforme de la société civile Pour l'Enfance)** mitambatra amin'ny fikambanana miantsehatra amin'ny fanohanana sy fiarovana ny zon'ny ankizy ato amin'ny Faritra Atsimo Andrefana.

Ao **anatin'ny tontolon'ny Sehatra, Bel Avenir** dia mandray antanana ny anjara asany eo amin'ny fampitana sy ny fampiharana ny **politikan'ny fiarovan'ny ankizy eo anivon'ny faritra** sady miara miasa miaraka amin'ny mpiaratombon'antoka, ny fivondronana ary eo anivon'ny fanabeazana.

Amin'ny maha **mambran'ny Sehatra azy, Bel Avenir** dia manendry olona iray ao amin'ny ekipany afaka miditra ao amin'ny Filankevi-pitantanan'ny Sehatra, ary mandray anjara amin'ny fanatanterahana ny iraka, izay mampandroso ny **hetsika fisorohana** ary **manampy ireo niharam-boina amin'ny lafiny ara-piaraha-monina sy ara-pitsarana**.

Fizarana II – HETSIKA FISOROHANA

Ity fizarana ity dia mitanisa ireo hetsika samihafa napetraky ny Bel Avenir (BA) mba hiantohana ny fahafantarana sy ny fanajana ny Politikan'ny Fiarovana.

1. Miaraka amin'ny mpahazo tombon-tosa

Bel Avenir dia mampahafantatra sy manentana ny mpahazo tombon-tsoa mikasika ny politika fiarovana sy ny iraka ataon'ny Mpiantsehatra :

- **Amin'ny fomba iombonana : mandritra ny fanentanana sy ny tolo-tanana** ataon'ny Bel Avenir sy/na ny Mpiantsehatra any amin'ny fokontany, amin'ny fianakaviana sy fiaraha-monina na mandritra ny fanentanana fao-be (sekoly, CASEM, toeram-panatanjahantena, fihetsiketsehana ara-kolontsaina...).
- **Amin'ny fomba manokana : mandritra ny resaka** atao amin'ny efitra fihainoana Bel Avenir izay manoro lalana ny mpahazo tombon-tsoa any amin'ireo tetik'asa na sampan-draharaha ilaina (isan'izany ny toeram-pihainoana raha ilaina).

Ireo hafatra dia tokony hazava, fohy ary mampita ireo fe-petra laharam-pahamehana amin'ny fiarovana iantohan'ny Bel Avenir :

Amin'ny fanentanana misokatra ho an'ny rehetra, ho an'ny mpahazo tombon-tsoa mivantana sy ankolaka :

- NY tontolo apetrakin'ny Bel Avenir dia tokony tontolo tsy misy herisetra.
- Ny fandraisana anjaran'ny mpahazo tombon-tsoa sy ny faneken'ny dia hanontaniana foana amin'ny fanapahan-kevitra mikasika azy.
- Ny mombamomba ny toe-javatra iainan'ny mpahazo tombon-tsoa dia tafiditra ao anatin'ny fitazonana ny tsiambaratelo ifampizaràna.
- Ampahafantarina ihany koa hoe iza no tokony hifandraisana hiresahana ny zava-mitranga mifanipaka amin'ny fitsipika fiarovana (ny Sehatra sy ny Komity ny Fiarovana Bel Avenir)

Amin'ny fanentanana atao amin'ireo mpahazo tombon-tsoa mivantana ny tetik'asa (tranompokonolona, sekoly, CASEM, toeram-panatanjahantena...) :

- Ny mombamomba ny fitsipika fiarovana dia mitovy amin'ny tetsy ambony ary azo ampiana miaraka amin'ny mpahazo tombon-tsoa tsy ampy taona amin'ny alalan'ny lalao (Quizz eny/tsia, atrik'asa fifanakalozan-kevitra... ahafahana mamahavaha sy mampisongadina ireo tranga miseho.
- Ampitaina ihany koa fa raha misy toe-javatra mifanohitra amin'ny fitsipika nohazavaina teo aloha, ireo olona azo itokisana miasa miaraka amin'ny BA dia azo iangaviana haheno ny fampahafantarana. Ny fifandraisana (mpiaron'ny Komity Fintadrovana, adiresy, tranon-kala, laharana finday eo an-toerana sy iraisam-pirenena) amin'ny Komity Mpandrindra sy ny an'ny Sehatra fiarovana (olona hiresahana, toeram-pihainoana, finday) dia ampitaina ihany koa.
- Tafiditra amin'ny fanaraha-maso sy fanombanana ny Sehatra fiarovana (ny fitaovana fanentanana natao, nampiasaina, ...)

Adidin'i Bel Avenir sy ny mpiantsehatra ny manomana ireo hafatra, amin'ny alalan'ny vahoaka mpahazo tombon-tsoa, ary atao izay hahatokana ny votoatiny, izany hoe mitovy ny hafatra ampitain'ny mpanjara anjara. Ny afahana mifandray (anarana, finday, mailaka) amin'ireo Mpiaro, olona ao amin'ny Komity ny Fiarovana toa ny Komity ny soatoavina dia ampahafantarana amin'ny alalan'ny petan-drindrina mandritran'ireo fiofanana sy/na fiofanana natao.

2. Miaraka amin'ny mambran'ny Filankevi-pitantana Bel Avenir :

Ny mpikambana rehetra ao amin'ny CA an'i BA dia mandray an-tanana ny Politika ary manolo-tena hanaraka izany amin'ny alalan'ny **sonia amin'ny Fanambarana ny fiantohana ny politika Fiarovana ny mpahazo tombon-tsoa (Annexe 9).**

3. Miaraka amin'ny ekipan'ny Bel Avenir

Ny ekipa dia ahitana ireo olona rehetra miasa ho an'ny BA, amin'ny fotoana feno na ampahany, mpiasa raikitra, mpanome tolo-tanana, olona atolotra na mpiasa antselika, mifandray mivantana na ankolaka amin'ny mpahazo tombon-tsoa, mianatra asa, mpilatsaka an-tsitraro.

Ireo mpiantsehatra rehatra ireo dia **mandray an-tanana** ny Politika ary miantoka ny hankato azy amin'ny alalan'ny fanaovana sonia ny **Fanambarana ny antoka amin'ny politika fiarovana ny mpahazo tombon-tsoa (Annexe 9).**

Bel Avenir dia miantoka ny handrindra ny **lamina mikasika fanentanana / fiofanana mifanaraka amin'ny politika** sy **mitohy** ho an'ny ekipany.

Raha i BA no manao fifanarahana (mikasika ny mpiasa raikitra sy mpanome tolo-tanana iraisam-pirenena), ireto hetsika fisorohana ireto no tanterahina :

3.1. Tolotra mikasika ny asa/iraka/fiofanana

- Misy filazana ny Politikan'ny Fiarovana ao amin'ny taratasy mikasika ny asa
- Takina, arakaraka ny fahasarotan'ny andraikitra eo amin'ny asa ny taratasy fanamarinana ; mety ho porofoina amin'ny alalan'ny mailaka na antso amin'ny finday ny fahamarinan'ny ny taratasy fanamarinana. Tsy itakiana taratasy fanamarinana kosa ireo mpianatra asa sy mpilatsaka an-tsitraro.
- Angatahana amin'ny rehetra « **casier judiciaire** » **madio** avy amin'ny fitsarana.

3.2. Dingana amin'ny fifantenana

Amin'ny fotoanan'ny fifantenana, dia tsy maintsy tafiditra amin'ny resadresaka fandraisana mpiasa ny fanontaniana mikasika ny fiarovana mba hahazoana antoka ny fahaizan'ny mpiadina ny fiadiana amin'ny herisetra. **Torolàlana mikasika ny resadresaka fandraisana mpiasa (Tovana - 10).**

3.3. Vanim-potoana fidirana ao amin'ny ekipa

Ny olona voaray tamin'ny fifantenana dia tsy maintsy mahafantatra tsara ny Politika fiarovana ny ankizy sy fitandrovana ireo mahazo tombon-tsoa ary miantoka ny hankato azy amin'ny alalan'ny fanaovana sonia ny Fanambarana ny antoka (**Annexe 9**).

Omen'ny ao amin'ny sampan-draharaha miahhy ny mpiasa (RH) ny olona voaray tamin'ny fifantenana ny Torolalana mikasika ny fidirana ao amin'ny ekipa mirakitra ny fanontaniana mikasika ny politika fiarovana.

3.4. Fanaraha-maso isan-taona

Ny **Fanadihadiana isan-taona** fanaovana tombana sy/na taratasy fanadihadiana isan-taona ataon'ny RH hahafahana mandrefy ny fahafehezana ny fampiharana ny Politika Fiarovana sy mampianatra, arakaraka ny vokatry azo, ny fanitsiana sy ny fanarenana ny fanentanana / fiofanana.

4. Hetsika miaraka amin'ny mpiara-miasa amin'ny fandraisana an-tanana ny mpahazo tombon-tsoa

Ny fifanekena fiaraha-miombon'antoka dia tsy maintsy mamaritra mazava fa ny mpiara-miasa dia mahafantatra tsara ny Politikan'ny Fiarovana ary miantoka ny hankato azy.

5. Hetsika miaraka amin'ny mpamita iraka fohy sy ireo mpanjifa ao amin'ny Hôtel Solidaire

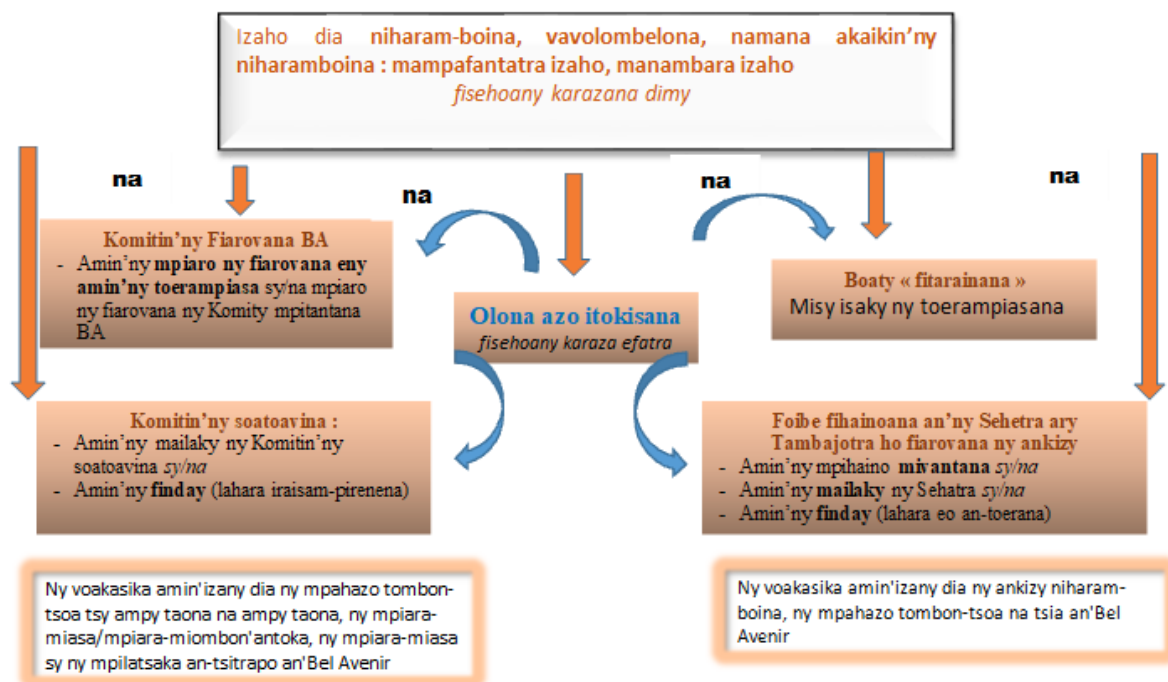
- Manao sonia ny **Kaodin'ny fitondran-tena (Tovana - 5)** ireo olona mpamita iraka tsy maharitra
- **Mametraka amin'ny toerana hita hitan'ny rehetra** (ambony latabatra ao amin'ny efitra fatoriana, ambony latabatra fisakafoanana, peta-drindrana...) ireo toe-javatra niseho mikasika « ny torolalana hoan'ny mpandeha tompon'andraikitra » navoakan'ny Ministeran'ny Fizahantany : **toro hevitra ho an'ny mpandeha (Annexe 11)**.

Fizaràna III : FANAOVANA FANAMBARANA SY FIATREHANA NY ZAVA-MISEHO

Ity fizaràna ity dia manazava ny fomba fanambaràna tokony hatao sy ny fomba fikirakirana azy, ary ny tokony hatao.

1. Fomba fanaovana fanambarana sy fiatrehana ny zava-miseho mampanahy

1.1. Fomba fanaovana fanambarana / Fanangonana vaovao mampiahiahy



III : Fomba fanaovana fanambarana sy fitantanana ny zava-misy :

Mikasika ny **Komity ny Soatoavina** : mambra iray amin'ny eto Madagasikara dia **vonona foana** ; misy **adiresy mailaka** atolotra, izay raisin'ny mpikambana 4 ao amin'ny **Komity Fitandrovana**, anisan'izany ny iray eto Madagasikara ; **misy koa laharana finday roa** (iray iraisam-pirenena, iray eto an-toerana) azo atsoina, hanambaràna ny zava-niseho / fanararaotana.

- Mailaka : comite.ethique@ongbelavenir.org
- Telefaonina Espagne : (00 34) 9 58 25 17 01.
- Telefaonina France : (00 33) 7 81 27 20 98
- Telefaonina Madagascar: (00261) 032.03 44 951/ (00261)

Io fomba fanambaràna io dia mikasika ny fitandrovana ary natao indrindra hampiasain'ireo mpiantsehatra mivantana (mpiasa, mpilatsaka an-tsitraro, mpahazo tombon-tsoa) ao amin'ny Bel Avenir.

Momba ny **Komity ny fiarovana** Bel Avenir ao Toliary : ny **komitin'ny Fiarovana Bel Avenir** dia ahitana **mpikambana 7** : 3 Mpiaro ny Fiarovana ny komitin'ny mpitantana BA (DG ; Responsable S&E, DRH) sy 4 Mpiaro ny Fiarovana ireo toeram-piasana fantatra anisan'ny mpiaramiasa ivelan'ny birao (10 RP toeram-piasana fantatra eo amin'ny toeram-piasana an-tsitraro mandritran ny fiofanana/fanentanana). Ny afahana mifandray an'ireo mpikambana ao amin'ny Komity ny Fiarovana dia tsy maintsy hampafantarina an'ireo

mpian-tsehatra sy mpahazo tombon-tsoa an'Bel Avenir (petradrindrina eny amin'ny toeran'ireo tetik'asa, mandritran'ny fanentanana, ...)

Mikasika ny sehatra sy ny Tambajotra ho fiarovana ny ankizy (RPE) :

Misy foibe fihainoana PPE iray mandray olona mivantana, ny toeran'ny Polisy misahana ny Mœurs sy ny Fiarovana ny Ankizy (PMPM), ny Foibe Vonjy ao amin'ny Hopitaly Foibe Tanambao – Toliara, ny Fitsarana Toliara, ary ny foibe fihainoana ao amin'ny DRPPS (Direction Régionale de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme). Misy koa adiresy mailaka sy laharana finday roa malagasy azo antsoina.

- **Foibe fihainoana PPE** : Maison des Paysans Mitsinjo – Betanimena, Toliara
- **Mailaka PPE** : plfprotec.enf@gmail.com
- **Finday PPE** : 037 74 679 39 / 034 85 114 15 / 033 59 365 62
- **PMPM** : Toeran'ny Polisy Mitsinjo, Toliara
- **Foibe Vonjy** : Hopitaly Foibe Tanambao, Toliara
- **Fitsarana Toliara** : Betela, Toliara
- **DRPPS (Direction Régionale de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme)** : Boulevard Galliéni, Toliara

Io fomba fanaovana fanambarana io dia mikasika ny fiarovana ny ankizy sy ampiasaina ho an'ny ankizy ato amin'ny faritra, mifandray na tsia amin'ny Bel Avenir.

Matetika ny fanambaràna fararaotana dia malaky amin'ny alalan'ny olona, olona itokisana, ary mahalana ny amin'ny alalan'ny mailaka na amin'ny antso an-telefaonina. Noho izany dia zava-dehibe ny ampahafantarana ireo mpiantsehatra (mpiasa, mpianatra asa, mpahazo tombon-tsoa...) fa afaka miantehitra amin'ny **olona itokisana** ao amin'ny BA izy ireo. Fantatra manko **fa ny mpiantsehatra rehetra ao amin'ny BA voakasikin'ny « tsy maintsy atao » momba ny fanambaràna.** Ho tohin'ny

fomba arahina, ireo olona itokisana dia hifandray amin'ireo mpiahy ny fiarovana voatendry na fantatra ao anatin'ny rafitra

1.2. Fomba fikirakirana ny fanambaràna

• Fanadihadiana anatin'ny fe-potoana haingana indrindra : resaka manokana ataon'ny mpiaron'ny BA na ny Sehatra. • Henoina izay lazain'ny niharam-boina. • Raisina, raha ilaina, ny fepetra mikasika ny fiarovana. • Henoina izay lazain'ny olona mety ho vavolombelona. • Henoina izay lazain'ny olona voatonona ao anatin'ny fanambaràna • Miantoka ny tsiambaratelo	
Raha voamarina ny fandikana ny Politika Fiarovana :	Raha tsy marina ny fiampangana mikasika ny fandikana ny Politika Fiarovana :
Tatitra momba ny fanadihadiana avy amin'ny mpiaron'ny Komity Fiarovana sy/na ny Sehatra, mikasika ny fandikana ny Politika Fiarovana. Ny tatitra momba ny fanadihadiana dia tokony hahitana soso-kevitra mikasika ny fepetra tokony ho raisina ho an'ny Komity ny soatoavina sy/na ny Sehatra, Fampahafantarana ny niharam-boina, ny mpahazo tombon-tosa sy ny vavolombelona ny vokatry ny fanadihadiana sy ny fepetra noraaisina. Antsoina ilay olona voampanga, amin'ny alalan'ny mpiaron'ny Komity Fintadrovana avy amin'ny komity Fintandrovana sy/na ny sehatra sy/na ny polisy, ho fampahafantarana ny fepetra raisina (miaraka amin'ny fanaiky mazava avy amin'ny niharam-boina).	Tatitra momba ny fanadihadiana avy amin'ny mpiaron'ny Komity Fintadrovana sy /na ny Sehatra milaza fa tsy misy tohiny ny fambaràna. Ny tatitra momba ny fanadihadiana dia tokony hahitana soso-kevitra mikasika ny fepetra tokony ho raisina ho an'ny Komity ny Soatoavina sy/na ny Vondrona, Ampahafantarana ireo olona voakasika (mpahazo tombon-tsoa, olona ipetrahan'ny ahiahy, vavolombelona) ny vokatry ny fanadihadiana sy ny fepetra noraaisina avy amin'ny mpiaron'ny Komity Fintadrovana sy/na ny Sehatra.

Tsara ho tadidiana :

- Mba tsy hisy fiatraikany amin'ny olona voalaza fa niharamboina, na amin'ny vopanga, na amin'ireo vavolombelona, raha vao voaray ny fanambaràna dia **atao avy hatrany** ao anatin'ny fanajana ny **tsiambaratelo tanteraka ny fanadihadiana**.
- Ny fakana ambava dia atao amim-pahatsorana ary ao anatin'ny fanajana ny tsiambaratelo
- Misy ny tatitra momba ny fanadihadiana ataon'ny mpiaro mifandray amin'ny Komity ny soatoavina sy/na ny Sehatra,
- Ny tatitra momba ny fanadihadiana dia misy fehiteny mikasika ny fahamarinan'ny fandikana ny Politika Fiarovana raha misy porofo.
- Raha tsy misy kosa ny porofo dia tokony ho hita ao amin'ny tatitra momba ny fanadihadiana ny fanambaràna tsy misy tohiny
- Ny fanapahan-kevitra raisina aorian'ny fanadihadiana dia **tsy maintsy iaraha amin'ny niharam-boina** (na ny mpiantoka ara-dalàna raha tsy ampy taona ny niharamboina).
- Ny fanambarana tsy mari-pototra dia mahavoasazy.

Fanekena avy amin'ilay niharam-boina sy fampiasana vaha-olona ara-pitsarana :

- Angatahina foana ny fanenken'ilay niharam-boina ny ampiasana vaha-olona ara-mpitsarana
- Na izany, raha ilay niharam-boina tsy ampy taona sy tsy misy fanekena/na tsy mafantatra ny andraikitriny fehezin'ny lalàna :
 - **ny Sehatra** dia afaka maka ny toerana ara-sivilly ary dia miroso amin'ny fitoriana any amin'ny fitsarana
 - Raha anisan'ny ekipan'Bel Avenir ilay olona nanao fanararaotana, na ahoana na ahoana ny andraikitriny, dia afaka maka toerana ara-sivilly i Bel Avenir ary dia miroso amin'ny fitoriana any amin'ny fitsarana.

Amin'izay fotoana izay, mila manana fahafahana miaro azy ny niaraham-boina + + +

2. Fepetra raisina mikasika ny fanitsakitsahana voaporofa ny Politika Fiarovana

2.1. Miaraka amin'ny mambran'ny Filankevi-pitantanana sy ny olona manana fifanarahana amin'ny BA

Raha ny fanadihadiana anatin'ny miafara amin'ny fahamarinan'ny fanitsakitsahana ny politika dia fandraisana fepetra fanasazina mety hiafara amin'ny :

- Fandroahana ho an'ny mpiasa nanao fahadisoana bevava
- Fanafoanana ny fifanarahana (amin'ny maha mambra, mpiasa antselika, mpianatra asa, mpilatsaka an-tsitraro)

Ny fanapahan-kevitra farany dia an'ny Filohan'ny BA, mambran'ny Komity Fitandrovana izay nampahafantarina ny fanambarana anatin'ny sy ny akony. Zon'ny BA ny nampahafantatra ny anton'ny fahatapan'ny fifanarahana sy ireo fikambanana mangataka ny mombamomban'ny olona voakasika.

Raha fahadisoana helohin'ny lalàna no nitranga dia BA no mametraka fitoriana ara-dalàna sy ny fomba fanao araka ny lalana manan-kery.

2.2. Miaraka amin'ny mpiara-miasa amin'ny Bel Avenir

Raha mahavoaray **fanambaràna miapanga mpiara-miasa** iray BA, dia tsy maintsy mampandrè ny talen'ny rafitra mpiara-miasa miaraka amin'ny fangatahana fanaovana fanadihadiana, raha azo atao, dia tokony ho tanterahina miaraka amin'i BA.

Raha mandà ny fanadihadiana ny mpiara-miasa, na raha manaporofa ny fanitsakitsahana ny Politika fiarovan'ny BA ny fanadihadiana, ka araka ny fanapahan-kevitra noraisin'ny rafitra mpiara-miasa mikasika ny voapanga, dia fepetra mety miafara amin'ny famoanana ny antoka mifanaraka amin'ny voafaritry ao amin'ny fifanarahana nifanaovana no noraisina.

Raha fahadisoana helohin'ny lalàna no nitranga dia BA no handray fepetra hametraka ny fitoriana araka ny lalàna sy ny fomba fanao araka ny lalana manan-kery, raha tsy hoe ny rafitra mpiara-miasa voakasika angaha no mitsipaka azy.

2.3. Miaraka amin'ireo olona tsy miankina amin'ny Bel Avenir

Raha fahadisoana helohin'ny lalàna no nitranga dia BA no handray fepetra hametraka ny fitoriana araka ny lalàna sy ny fomba fanao araka ny lalana manan-kery amin'ny fiara-miasa miaraka amin'ny Sehatra sy/na ny manam-pahefana mahefa raha mikasika ny ankizy ny fanararaotana.

Fizarana IV : FAMAHAHAHANA SY FANARAHAMASO NY POLITIKA

Asa tanterahina	Fitaovana / Fomba fiasa	Mari-pamantarana	Fiverimberenana	Tompon'andraikitra	Daty farany
Fanaraha-maso ny fomba fandraisana mpiasa / fifantenana sy fampidirana	-Extrait du casier judiciaire. -Taratasy fanamarinana -Fanontaniana manokana. -Torolalana fidirana	- famaranana ny torolalana fampidirana miaraka amin'ny famidirana ny fehezan-dalana mba hotsara fitondran'tena -ny isan'ny casier judiciaire azo -ny fanontaniana izay ampiasaina	Mitohy	- Proposition Voalohany : STEPS - Famaranana ny CD - Fandikana teny –	Telovolana faha-4, 2025
Famoronana sy fanaovana ary fanofanana momba fanetanana sy ny fampianarana momba ny Politika	Faritana araka ny taranja misy sy ny politika.	- Ny isan'ny fivoriana nomanina -Fampiasana ny fitaovana (ppt synthèse politique, études de cas, power walk, vidéo momban'ny fanekena ara-tsitrato) - Famolavolana fitaovana vaovao - Fampiasana fitaovana efa misy (boky antsary, flyer Sehatra...) - Famantarana ireo Mpiaro fiarovana sy ny fananganana Komity ny fiarovana BA ivelan'ny toerampiasana	Mitohy ny fanaparahana amin'ny alalan'ny fandaminana fivoriana hanaovana fanentanana isaky ny vondron'olona kendrena (fandrindrana, fanentanana, ...)	Mpitantana tetik'asa sy tompon'andraikitra amin'ny fanaraha-maso sy fanombanana	
Fanaraha-maso ny fampiharana ny fepetra mikasika ny fanambaràna sy ny fikirakirana ny fanambaràna	Faritana ny olona hanao ny fanadihadiana, araka ny fisehoan-javatra, araka ny andraikitra ny mpiaro ny fiarovana	-Mombamomba ny asa sy fiofanana ireo Mpiaro fiarovana ivelan'ny toerampiasana -Ny isan'ny fanambarana/vaovao	Mitohy	Komity ny fiarovana	

		mampiahy voaray sy voakirakira			
Fanaovana tatitra/fandinihana traikefa miaraka amin'ny komity mpandrindra /tambazotra eau de Coco	Miainga amin'ny fanambaràna sy ny fahasarotany fisehoan-javatra. Mbola tsy ampy taona, ohatra, ny voapanga	Ny isan'ny fanadihadiana traikefa/fahasarotan'ny toe-javatra avy ao anatin'ny sy/na miaraka amin'ny Komity ny soatoavina Eau de Coco	Mitohy	Komity ny fiarovana	
Fanaraha-maso ny fahazoan'ny mpahazo tombontsoa ny politika	-Fitaovana fanaraha-maso sy fanaovana tombana ? -Amin'ny fiaraha-miasa miaraka amin'ny Sehatra ?	-Ao anatin'ny sehatry ny fanaraha-maso sy fanombanana, arahina ireo Mpiaro ny fiarovana sy ny fanambarana/vaovao mampiahy voaray sy voakirakira -Fantarina ireo sakana sy fomba afahan'ireo niaram-boina miteny malalaka	Mitohy	Tompon'andraikitra amin'ny fanaraha-maso sy fanombanana	
Fanaraha-maso fahafehezan'ny ekipan'ny BA ny politika	-Fanontaniana tsy tapaka ? -Fanadihadiana fanombanana isan-taona ?	Manantanteraka fanombanana isan'taona na dia kely, izay avy amin'ny fanombanana ny mpiasa na koa avy amin'fanontaniana manokana kirakirain'ny ekipan'ny RH	Mitohy	RH	

CHILD PROTECTION AND BENEFICIARY SAFEGUARDING POLICY

BEL AVENIR – MADAGASCAR – 2025

Preamble

The NGO Bel Avenir, whose primary mission is the protection of vulnerable populations, particularly women and children, has chosen to develop a **child protection policy including the safeguarding of its beneficiaries, both minors and adults**. As a reminder, the definitions of protection and safeguarding according to the "Safeguarding Resource & Support Hub » :
<https://safeguardingsupporthub.org/fr>

***Safeguarding** ensures that children and vulnerable adults are protected from harm (intentional and unintentional) caused by people under contract or linked to an organization, such as members staff, partners and volunteers, consultants, interns, teachers...funded by the NGO.*

***Protection** makes the world safer for children and vulnerable adults. Prevention of and response to abuse, neglect, exploitation and violence perpetrated by people outside the organization, for example community members, family members, including other children, parties to a conflict.*

The NGO Bel Avenir is an organisation governed by Malagasy law, established in 2003, whose **mission** aims to work daily to address the challenges of sustainable development in southern Madagascar by creating educational, sporting, cultural, environmental, health and social activities based on values of integration and inclusion, with the underlining objective of supporting disadvantaged populations to build their future and face the difficulties of the present.

The NGO Bel Avenir works daily with the members of **International Eau de Coco Network** which brings together different organizations with a shared history and objectives. Bel Avenir is a member of the **Charter of the Eau de Coco Network (Appendix 1)** built on the **following shared values**:

- Quality and ethics of actions and attention given to beneficiaries
- Respect and dignity of people and local culture
- Sustainability of actions
- Innovation and creativity
- Inclusion of marginalized groups in the actions implemented
- Efficiency and transparency
- Effective and high-quality communication

Thus, the **networking** is an approach developed by Bel Avenir to build systems and a culture of **protection**. The **protection of** individuals against any form of act or behavior contrary to the well-being of beneficiaries is built through mechanisms implemented by Bel Avenir with its partners, at a local and international level. These mechanisms thus cover the dimensions of **child protection and safeguarding beneficiaries** that are guaranteed more specifically by:

- **At the international level – Eau de Coco Network:**

- A **Code of ethics and professional conduct (Appendix 2)** The objectives of this code are: to describe expected behaviors and establish their limits from a moral and respectful perspective within the context of activities; to preserve and strengthen bonds of trust between members of organizations, their collaborators, and beneficiaries; and to prevent, detect, and address actions that do not comply with the rules of this code. This code includes a **declaration of commitment (Appendix 3)**.
- A **Charter for the Organization of Intercultural and International Exchanges (Appendix 4)** of all members and collaborators of the international Eau de Coco network, of which Bel Avenir is a member
- A **Code of conduct (Appendix 5)** protection against sexual exploitation and abuse
- A **safeguard policy (Appendix 6)**

- **At the local level – Child Protection Network and Civil Society Platform**

- **Child Protection Networks (CPNs).** These are essential decentralized mechanisms within Madagascar's national child protection system. Their primary mandate is to ensure coordination and collaboration among various local actors—public institutions, civil society organizations, communities, and technical partners—in order to prevent and respond effectively to all forms of violence, exploitation, and neglect against children. The Child Protection Networks (RPEs) facilitate the reporting of cases, the monitoring of child victims, and the implementation of coordinated protection actions. **Decree No. 2012-858 – National Committee for the Protection of Children (CNPE).**
- Bel Avenir is a member of the **Child protection platform in Tuléar (Presentation, status & charter Appendix 7)** a Malagasy association aiming to unite stakeholders working for child protection in the Atsimo Andrefana region. The Platform's mission is to combat all forms of child abuse and improve the care and support provided to children so they can exercise and enjoy their rights. Within this framework, Bel Avenir has joined and signed the **Platform Charter (Appendix 7)**.

In order to strengthen the protection of its beneficiaries against all forms of mistreatment, the present **Child Protection and Beneficiary Safeguarding Policy of Bel Avenir** consolidates within one **document** the protection standards and organizes the implementation of actions aimed at strengthening the protection of vulnerable populations against all forms of mistreatment. This involves, on the one hand, **preventive actions** in order to reduce the risks of breaches of protection standards, and on the other hand, **effective reporting procedure** and **appropriate measures in the event of a proven violation protection standards**.

Furthermore, Bel Avenir promotes a policy of **Zero tolerance for any form of violence against beneficiaries by individuals acting for or with Bel Avenir**. Any proven situation of violation of this Policy, characterized by a form of violence, is considered intolerable and will justify the termination of any form of collaboration with the NGO.

This policy, like the reference documents cited above, is intended to constitute a **common normative document for the association and operational team**. Adaptations to this policy will be decided by Bel Avenir, in consultation with the Eau de Coco Network and the Child Protection Platform in Tuléar.

Part I: SCOPE OF THE POLICY

1 - The actors and people involved

1.1. The Policy applies to all BA beneficiaries

1.2. The Policy applies to anyone acting on behalf of BA

1.2.1. Within BA

1.2.2. External individuals undertaking a short-term assignment within BA

1.2.3. BA's partners working to support beneficiaries

2. Protection standards

2.1. Protection of children's rights

2.2. Protection of the best interests of the beneficiaries

2.3. Protection of beneficiaries against all forms of discrimination

2.4. Protection of beneficiaries against the risks of abuse of power and against

2.5. Protection of beneficiaries' privacy

2.6. Protection of the image of beneficiaries

3. The officials responsible for implementing the policy

Part II. PREVENTIVE ACTIONS

1. With the beneficiaries

2. With the members of the board of directors of Bel Avenir

3. With the BA team

3.1. The job/mission/internship offer

3.2. The selection process

3.3. The integration period

3.4. Annual monitoring

4. With partner structures for the care of beneficiaries

5. With people on short-term assignments and clients of the Solidarity Hotel

Part III: REPORTING PROCEDURES AND SITUATION MANAGEMENT

1. Reporting and processing procedure

1.1. Reporting procedure

1.2. Reporting Processing Procedure

2. Procedures following a proven violation of the Policy

2.1. With the board members and those under contract with BA:

2.2. With BA partners:

2.3. With people not affiliated with BA:

2.4. Part IV. POLICY DEPLOYMENT AND MONITORING

ANNEXES :

Appendix 1: Eau de Coco Network Charter Appendix 2: Code of ethics and professional conduct Appendix 3: Declaration of Commitment Code of Ethics and Professional Conduct Appendix 4: Charter for the Organization of Intercultural and International Exchanges Appendix 5: BA Code of Conduct against EAS Appendix 6: Backup Policy	Appendix 7: Child protection platform in Tuléar: Presentation, status & charter Appendix 8: Bel Avenir guidelines regarding the creation and use of images Appendix 9: Declaration of Commitment to the Beneficiary Protection Policy Appendix 10: Recruitment Interview Guide Appendix 11: Travel advice Appendix 12: Reporting form
---	--

Part I: SCOPE OF THE POLICY

This section lists the actors and standards concerned by the Policy and identifies the associated focal points and contacts.

1 - The actors and people involved

1.1 The Policy applies to all BA beneficiaries

This Policy applies, without any discrimination, to all beneficiaries of BA as mentioned in the association's founding documents (*disadvantaged populations, particularly women and children*), project documents.

This does not only concern beneficiaries currently supported by Bel Avenir but any person potentially benefiting from its actions even if they are not currently receiving any specific support (simple contact phase for example).

1.2 The Policy applies to all persons acting on behalf of BA

These people sign the **Code of ethics and professional conduct (Appendix 2)** alongside the **code of Conduct (Appendix 5)** and have a **double obligation** :

- On the one hand, **respect** protection and safeguarding standards;
- On the other hand, reporting of any violation of the Protection and Safeguarding Standards by complying with the prescribed reporting procedure.

1.2.1 Within BA

The following are concerned: Board members; National employees (salaried, temporary staff, seconded staff), expatriate employees and international solidarity volunteers; Service providers regularly involved for BA; Volunteers; Trainees.

1.2.2 External individuals undertaking a short-term assignment within BA

Consulting, training, monitoring and/or evaluation missions, regardless of the status of the person on assignment (employee, service provider, volunteer, etc.).

1.2.3 BA's partners working to support beneficiaries

All partner organizations are informed of this policy, which is attached to the partnership agreements. A clause in the partnership agreement must stipulate that any breach of protection standards may constitute grounds for unilateral termination of the partnership.

2 Protection standards

The protection standards are based on the **Eau de Coco Network Charter (Appendix 1)**, the **Eau de Coco Network Safeguarding Policy (Appendix 6)**, the **Code of ethics and professional conduct (Appendix 2)**, the **Bel Avenir code of conduct (Appendix 5)** as well as the **Platform charter (Appendix 7)**.

2.1. Protection of children's rights

The Protection Policy is based on the **Eau de Coco Network Charter (Appendix 1)** and that of the **Platform (Appendix 7)** but also based on international tools for the protection of children, first and foremost the **United Nations Convention on the Rights of the Child** (ref. box below) and the **Sustainable Development Goals**.

The **United Nations Convention on the Rights of the Child** lays the foundations for the protection of children in all places and at all times through its **articles** :

- 3 (best interests of the child),
- 19 (protection against brutality and neglect),
- 34 (protection against sexual exploitation and violence),
- 36 (right to be protected against all forms of exploitation detrimental to any aspect of the child's welfare),
- 37 (right not to be subjected to torture or to cruel, inhuman or degrading treatment or punishment),
- 39 (right to physical and psychological rehabilitation and social reintegration).

Article 2 establishes the fundamental principle of non-discrimination. This protection policy is also consistent with the Sustainable Development Goals.

2.2 Protection of the best interests of the beneficiaries

Individuals, whether minors or adults, taken into care by BA participate in decisions concerning them; **any decision concerning them is made with their consent.**

2.3. Protection of beneficiaries against all forms of discrimination

The beneficiaries are taken care of **without any discrimination** whether due to, in particular, sex, nationality, ethnicity, real or supposed origin, culture, religion, sexuality, age, or disability.

2.4. Protection of beneficiaries against the risks of abuse of power and against all forms of violence

Regardless of socio-cultural and educational practices, **any act of sexual, physical, verbal or psychological violence is strictly prohibited** from any person acting on behalf of or with Bel Avenir.

This includes, in particular:

- Sexual violence and abuse: all forms of sexual exploitation and abuse are strictly prohibited, regardless of the victim's age. These acts are criminal offenses, with aggravating circumstances depending on the age of the victims and when the perpetrator holds a position of power.
- Physical violence.
- Psychological violence (accusatory, threatening, frightening, discriminatory or humiliating remarks).

2.5. Protection of beneficiaries' privacy

The beneficiaries are protected by the **principle of confidentiality** of all information concerning them. However, in order to guarantee the quality of support for beneficiaries, information is shared between stakeholders: the **principle of shared secrecy**. This then guarantees the confidentiality of individual and personal data.

2.6. Protection of the image of beneficiaries

6. Protection of the image of beneficiaries

Bel Avenir ensures that it respects and safeguards the dignity of beneficiaries in all imagery, avoiding any images containing a degrading portrayal of an individual or situation.

The rules for protecting the image are explained in the **Bel Avenir guidelines regarding the creation and use of images collected within the framework of its projects (Appendix 8)**.

3 The officials responsible for implementing the policy

Safeguarding: Beneficiary protection:

The responsibility for this present policy, particularly with regard to safeguarding, lies with the **Bel Avenir Protection Committee and of the Ethics Committee (description and contact details in the code of ethics and professional conduct in Appendix 2)** of **Eau de Coco network** established to ensure ownership, implementation and monitoring of the policy.

The **Protection Committee** Bel Avenir is the on-the-ground body in charge of:

- Implementing and evaluating the proper application of the policy,
- Processing and supporting all reports,
- Informing the compliance committee of the reports received and their processing.

The **Ethics Committee** of Eau de Coco is the body in charge of:

- Monitoring the proper implementation of the policy by Bel Avenir,
- Processing and/or supporting all complex reports and/or those it receives directly.

The **Bel Avenir Protection Committee** is composed of 7 members:

- **3 Protection Officers from the Bel Avenir Management Committee** : CEO; Head of Health & Safety, HR Director
- **4 Site Protection Officers** identified among the field teams (**10 RP sites identified on a voluntary basis**)

The **Ethics Committee** of Eau de Coco is composed of **4 members** :

- President of Eau de Coco France
- Manager Agua de Coco Spain
- President of the NGO Bel Avenir Madagascar
- President of **Eau de Coco** Reunion

Mail : codethique@eaudecoco.org (Read simultaneously by the 4 members of the ethics committee)
- International phone number: **(00 34) 9 58 25 17 01**. The list of members must be displayed and visible to all at each headquarters of the member organizations of the Eau de Coco network and accessible on the webpage: <http://eaudecoco.org/comiteconformite/>

The responsibility for implementing this policy is delegated by the Board of Directors of BA and the Eau de Coco network to **Bel Avenir's management** and **Protection Committee** (on the ground) which designate **one or more protection officers** particularly in charge of preventive actions (**Part II**) and monitoring of this policy (**Part IV**) and involved, depending on the situations concerned, in the procedure for processing reports (**Part III**).

Child protection:

Bel Avenir is a member of the **Civil Society Platform for Children** whose objective is to unite civil society actors working for the promotion and protection of children's rights in the Atsimo Andrefana region.

As a **member of the Platform**, Bel Avenir assumes its share of responsibility for the dissemination and application of a policy of **child protection**, in partnership with all stakeholders, both associative and institutional.

In this context, Bel Avenir is appointing a member of its team capable of joining the **platform board of direction** and contributing to the implementation of the latter's mission, thereby contributing to the development of **prevention actions** and **support of victims at the social and legal levels**.

Part II. PREVENTIVE ACTIONS

This section lists the various actions implemented by BA to ensure awareness and compliance with this policy.

1 With the beneficiaries

Bel Avenir informs and raises awareness among beneficiaries about this policy and the platform's mission:

- Collectively during the **awareness campaigns/interventions** of Bel Avenir and/or the Platform in the neighborhoods, with families and communities or during collective awareness-raising activities (schools, CASEM, sports center, cultural events...);
- **Individually during interviews** within the framework of the **Bel Avenir listening cell** directing beneficiaries to the appropriate projects/services (including the Platform's listening center if necessary).

The information must be clear, concise, and convey the key messages.

As part of awareness campaigns open to all, including direct and indirect beneficiaries :

- The environment put in place by Bel Avenir is inherently non-violent.
- Their participation and consent are systematically requested for decisions that concern them.
- Information regarding their situation falls under the umbrella of shared confidentiality.
- It is then specified who to contact to report a situation that violates the protection standards (BA platform and protection committee).

As part of raising awareness among the direct beneficiaries of the projects (social homes, schools, CASEM, sports center, etc.):

- Information on protection standards is similar and can be supplemented, particularly with minor beneficiaries, by a game (yes/no quiz), discussion groups... allowing situations to be detailed and made concrete.
- It is then stated that in the event of a situation that violates the rules explained above, any trusted person working with BA may be contacted to hear a report. The contact details (referents, email, telephone) of the Protection Committee and those of the Platform (contact, helpline, telephone) are also provided.
- Integration of the protection dimension into monitoring and evaluation (awareness-raising materials designed, used, etc.)

It is the responsibility of Bel Avenir and the Platform to develop informational messages, tailored to the target population, ensuring that the message has consistent content and is uniformly conveyed by all stakeholders. Contact information (names, phone numbers, email addresses) for designated contacts on both the protection committee and the ethics committee is provided via posters during training sessions and/or awareness workshops.

2 With the members of the board of directors of Bel Avenir

All members of the BA Board of Directors acknowledge the Policy and commit to respecting it by signing a **Declaration of commitment to the policy of protection of beneficiaries (Appendix 9)**.

3 With the BA team

The team includes all people working for BA, full-time or part-time, employees, volunteers, temporary staff, seconded staff or regular service providers, in direct or indirect contact with beneficiaries, including interns and volunteers.

All these actors within the organization become aware of the Policy and commit to respecting it by signing a Declaration of **commitment to the policy for the protection of beneficiaries (Annex 9)**.

BA is committed to organizing an **appropriate and continuous awareness/training program** with its team.

When BA is the contracting party (particularly concerning employees and international solidarity volunteers), the following preventive actions are implemented:

3.1 The job/mission/internship offer

- The job description mentions this Policy,
- References are required depending on the level of responsibility of the position; the veracity of the reference may be verified by email or telephone with the person cited as a reference. Interns and volunteers are not required to provide a reference.
- An **extract from criminal record. A clean record** is required for all.

3.2 The selection process

During the selection process, the person in charge of conducting the recruitment interview must integrate the issue of protection to ensure the candidate's skills in combating violence. **Recruitment Interview Guide (Appendix 10)**

3.3 The integration period

The selected person acknowledges the Child Protection and Beneficiary Safeguarding Policy and agrees to abide by it by signing their contract, which includes a specific clause: a Declaration of Commitment. **(Appendix 9)** The HR department issues the following document: **integration guide** including the issue of protection policy.

3.4 Annual monitoring

The **annual performance reviews** and/or **specific annual questionnaires** managed by HR allow for continuous evaluation of policy control and, based on the results, the need for adjustments and refresher training/awareness programs.

4 With partner structures for the care of beneficiaries

Partnership agreements must explicitly state that the partner organization has read the Protection Policy and agrees to comply with it.

5 With people on short-term assignments and clients of the Solidarity Hotel

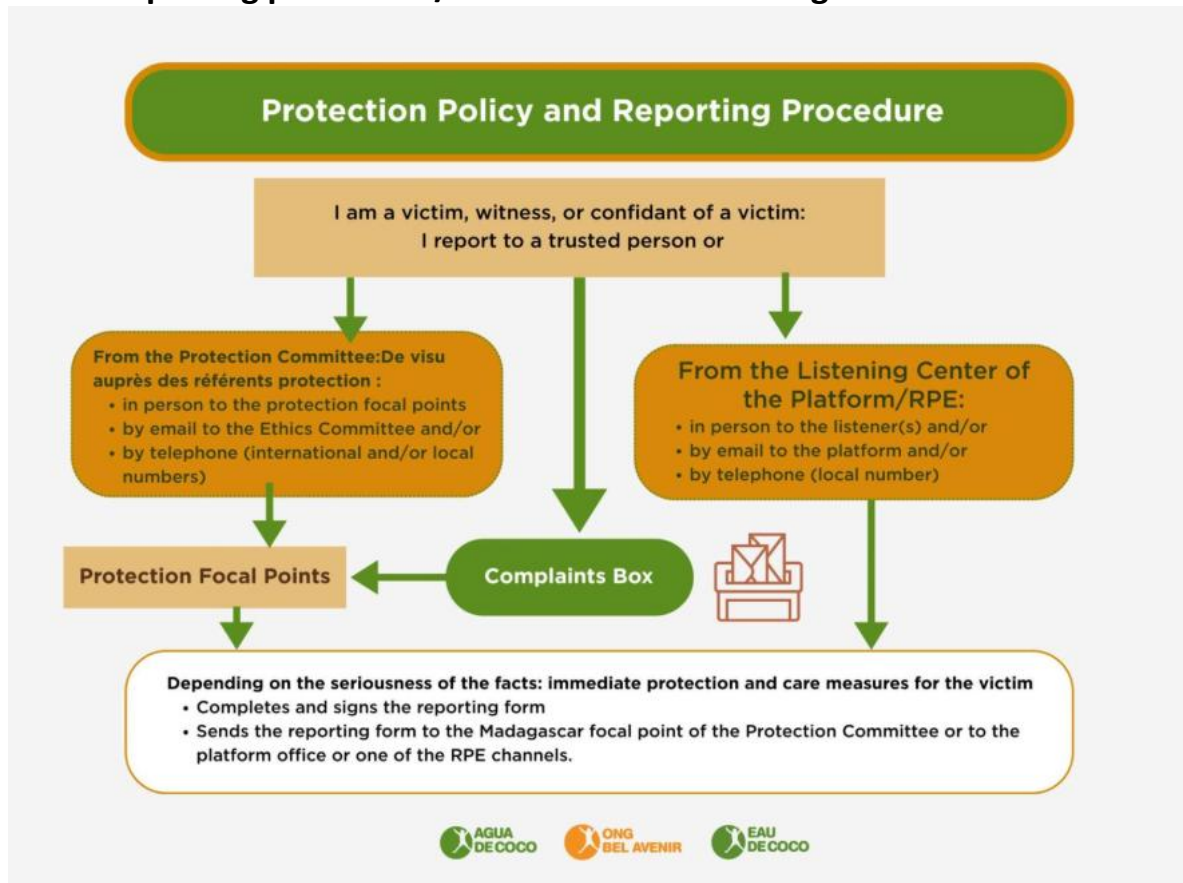
- Signature of the **code of Conduct (Appendix 5)** for people on short assignments;
- Provision of a « **hyper visible** » **communication** (on bedside tables, on restaurant tables, posters...) based on the “responsible traveller’s guide” published by the Ministry of Tourism: **travel advice (Appendix 11)**

Part III: REPORTING PROCEDURES AND SITUATION MANAGEMENT

This section explains the reporting procedure to be implemented, as well as the procedure for processing the report and the subsequent procedures to be implemented.

1 Reporting and processing procedure

1.1 Reporting procedure / collection of concerning information



Regarding the **Ethics Committee**: a member in Madagascar is **available in person**; an **email address** is made available and is received simultaneously by 4 members of the committee of **compliance**, including one member in Madagascar; **2 phone numbers** (an international number and a local number) are provided to report any incident/abuse

- Mail : comite.ethique@ongbelavenir.org
- Telephone France: (00 33) 7 81 27 20 98
- Telephone Spain: (00 34) 9 58 25 17 01.
- Madagascar telephone number: (00261) 032.03 44 951

This reporting system concerns safeguarding and is particularly at the service of the direct actors (employees, volunteers, beneficiaries) of Bel Avenir.

Regarding the **protection committee** BA in Tuléar: The **Bel Avenir Protection Committee** is composed of 7 members: 3 Protection Officers from the BA management committee (CEO; M&E Manager, HR Director) and 4 Site Protection Officers identified from the field teams (10 site officers identified on a voluntary basis during training/awareness sessions). The contact details of the protection committee members must be known to all BA stakeholders and beneficiaries (posters on project sites, awareness sessions, etc.).

Regarding the **Platform and the RPE**: **1 PPE listening center** receives people face to face, **the Morals and Child Protection Police (PMPM) station, the Vonjy Center located in the Central Hospital of Tuléar, the Tuléar Courthouse, and the listening center of the Regional Directorate of Population, Social Protection, and Women's Promotion (DRPPS); an email and 2 Malagasy phone numbers** are also offered.

- PPE listening centers: Maison des Paysans Mitsinjo- Betanimena Tuléar
- Mail PPE : plfprotec.enf@gmail.com
- PPE Telephone: 037 74 679 39 / 034 85 114 15 / 033 59 365 62
- PMPM: Police Station Mitsinjo Tuléar
- Vonjy Center: University Hospital Center (CHU), Tanamboia Tuléar
- Tuléar Tribunal: Bethela, Tuléar
- Regional Directorate for Population, Social Protection and Women's Empowerment: Boulevard Galliéni, Toliara

This reporting system concerns child protection and is at the service of children in the region, whether or not they are linked to Bel Avenir.

Reports of abuse are more easily made through human intermediaries, trusted individuals, and less frequently via email or telephone calls; it is therefore important to inform all stakeholders (employees, interns, beneficiaries, etc.) that they can rely on a **trusted person** within BA, knowing that **all BA participants are subject to the reporting obligation..**

For the remainder of the procedure, the trusted individuals will contact the **protection officers** appointed and identified internally.

Key points to remember :

- *The **reporting/concerning information procedure** is brought to the **knowledge of all stakeholders**; beneficiaries are informed of this procedure, and know that they can report any situation that violates the protection standards.*
- *The procedure must be implemented each time a **person subject to the reporting obligation** has been informed or has observed a situation of possible violation of the Protection standards.*
- ***The reporting form** is completed and transmitted to the members of the compliance committee or to the platform.*
- *Depending on the seriousness of the reported or observed facts, protective and/or care measures are implemented.*
- *When the report is made by a beneficiary, it is important to adopt attitudes of empathy and kindness from this first exchange.*
- *Warranty from **strict confidentiality** and the start of the **report processing procedure/ internal investigation***
- *Also, inform that **Any false allegation will be punished..***

1.2 Reporting Processing Procedure

▪ Internal investigation conducted as soon as possible: individual interviews conducted by the protection officers of BA or the Platform. ▪ Listen to the victim. ▪ Implement some protective measures if necessary ▪ Listen to any potential witnesses ▪ Listen to the person targeted by the report. ▪ Ensure confidentiality	
Situation of proven violation of the Protection Policy	Situation of violation of the Protection Policy not proven.
Production of an investigation report of violation of the protection policy by the protection officers of the protection committee and/or the platform The investigation report includes a proposed follow-up to be addressed to the ethics compliance committee and/or platform Information to the victim, the beneficiary and the witnesses. Summoning of the perpetrator by the protection officers of the protection committee and/or the platform and/or the police for information regarding the follow-up actions to be taken (with the victim's consent).	Production of a Report of dismissal of the complaint by the protection officers of the protection committee /or the platform. The investigation report includes a proposal for follow-up actions to be taken with regard to the ethics committee and/or platform Information transferred by the protection officers of the protection committee and/or the platform to the people concerned (beneficiary, person implicated, witnesses).
Key points to remember: - <i>The investigation must be conducted quickly following the report and with the most strict confidentiality so as not to prejudice either the alleged victim, the alleged perpetrator, or the witness(es).</i> - <i>Individual interviews should be conducted using methods and attitudes that reflects empathy and a concern for strict confidentiality.</i> - <i>The investigation report concludes that a proven violation of the Protection Policy exists when evidence is found.</i> - <i>The investigation report concludes that there is a proven situation of violation of the Protection Policy in the event of evidence(s).</i> - <i>Otherwise, the investigation report concludes that the report should be dismissed without further action.</i> - <i>Any follow-up action after the investigation must be decided in agreement with the victim (or their legal guardians if they are minors).</i> - <i>Any false allegation will be sanctioned.</i>	
<u>Victim's consent and legal proceedings:</u> ➤ The victim's consent to legal action is always required. ➤ However, if the victim of the abuse is a minor and without agreement/or non-existence of its legal representatives : ○ The platform can become a civil party and legal proceedings are initiated ○ Bel Avenir, if the author is part of its team, regardless of his status, can become a civil party and legal proceedings are initiated A high level of victim protection is therefore required.	

2. Procedures following a proven violation of the Protection Policy

2.1 With the board members and those under contract with BA:

If the internal investigation concludes that there has been a proven violation of the Policy, an administrative sanction procedure may follow:

- Dismissal for serious misconduct for employees;
- To a procedure for challenging commitments (quality of member, service provider, intern, volunteer...) which may lead to their unilateral termination.

The final decision rests with the president of BA, a member of the ethics committee, which is informed of internal reports and the follow-up actions taken. Bel Avenir reserves the right to inform organizations requesting professional references of the individuals concerned of the reasons for the contract termination.

If the situation constitutes a legally reprehensible offence, Bel Avenir will initiate a complaint procedure in accordance with applicable legal rights and procedures.

2.2 With BA partners:

If BA receives a **report involving a partner**, an information procedure with the management of the partner structure is triggered by BA with a request for an investigation, to be carried out, if possible, jointly with BA.

In the event of the partner's refusal to conduct an investigation or if the investigation concludes that there has been a proven violation of BA's Protection Policy, and depending on the decisions taken by the partner's organisation with regard to the perpetrator, a procedure which may lead to the unilateral termination of the contractual commitments is triggered in accordance with the procedures provided for in these agreements.

If the situation constitutes a legally punishable offence, BA will initiate a complaint procedure in accordance with applicable legal rights and procedures, if the partner structure concerned does not initiate this procedure itself.

2.3 With people not affiliated with BA:

If the situation constitutes a legally punishable offence, BA will initiate a complaint procedure in accordance with applicable legal rights and procedures, in partnership with the Platform and/or the competent authorities if the abuse concerns a child.

Part IV. POLICY DEPLOYMENT AND MONITORING

Activities to be implemented	Tools/methodologies	Indicators	Frequency	Person responsible	Due date
Development and revision of tools	Revision of the Code of Conduct based on the policy and code of ethics	Code of conduct in French and Malagasy as a single commitment document	UNIQUE	1st Proposition : STEPS Finalisation CD Translation	4th quarter 2025
	Insertion of the signed image rights document in the sports and CASEM registration forms	Finalized and operational documents (registration form and image rights translated)	UNIQUE	Project team (Silvia)	June 2025
	Finalization of level 1 policy training tools (CD and coordination) in French	Finalized documents: PPT Power walk Video consent Risk analysis and case studies Training at least once a year in addition to integration	UNIQUE	STEPS and Project Hub (testing and enhancement phase)	April 23, 2025
	Finalization of the HR integration guide with translation	Finalized, translated, and operational integration guide / of the CdC	UNIQUE	HR and CD	4th quarter 2025
	Finalization of PPS level 2 training tools (field team) with translation	The coordinators are provided with tools for deploying the PPS (based on an illustration from the Code of Conduct) to field teams Training at least once a year in addition to integration	UNIQUE	CD and project hub	4th quarter 2025
	Finalization of training/information tools for PPS level 3 (Beneficiaries) with translation	Equip all sites with posters and awareness leaflets including contact information for protection officers Equip all sites with complaint boxes	UNIQUE	Project team and coordinators	1 st quarter 2026
Monitoring the application of the recruitment/selection and integration procedure	- Extract from criminal record. - Reference provided. - Specific questionnaire - Integration guide and signing of the code of conduct	- Integration sessions completed - Number of recruitments - Number of criminal records provided - annual evaluation questionnaires implemented	Continuous	RH	4th quarter 2025
Monitoring the BA teams' understanding of the Policy	Tools for monitoring and evaluating staff annually, or an annual questionnaire	Results of evaluations or processing of questionnaires	Annual	RH	From the 1 st quarter 2026

Identification of protection officers and establishment of the BA protection committee	Identification of protection officers and establishment of the BA protection committee	Following the implementation of the policy and the training of level 2 field staff, on-site contacts are identified and the BA protection committee is established.	Annual	Project team and management committee	4th quarter 2025
	On-site protection officer training	Conduct initial training followed by at least annual training for on-site contacts	Annual	Protection Committee	4th quarter 2025
	Support and monitoring of protection officers	Integrate the monitoring of designated contacts into the monitoring and evaluation process (number of reports/concerning information received and processed, difficulties encountered, challenges met, etc.)	Continuous	Protection Committee	4th quarter 2025
	Monitoring the application of reporting and processing procedures	Define the people in charge of investigations, depending on the situation, also the role of protection officers (work on TDRs)	Continuous	Protection Committee	4th quarter 2025
	Conducting feedback/experience analyses with the ethics committee	Based on reports and complex situations For example, minor authors	Continuous	Protection Committee	From the 1st st quarter 2026
Various practical adaptations		Adapting toilets and lighting on school sites			4th quarter 2025

POLÍTICA DE PROTECCIÓN DE LA INFANCIA Y SALVAGUARDA DE BENEFICIARIOS

BEL AVENIR– MADAGASCAR – 2025

Preámbulo

La ONG Bel Avenir, cuya misión principal es la protección de las poblaciones vulnerables, en particular las mujeres y los niños, ha optado por desarrollar una **Política de protección infantil que incluye la salvaguarda de sus beneficiarios, tanto menores como adultos**. A modo de recordatorio, las definiciones de protección y salvaguarda según el "Centro de recursos y apoyo para la protección » : <https://safeguardingsupporthub.org/es>

***La salvaguarda** garantiza que los niños y adultos vulnerables estén protegidos de daños (intencionados y no intencionados) causados por personas en el marco de un contrato o convenio o vinculadas a una organización, como personal, socios y voluntarios, consultores, pasantes, personal en prácticas... financiados por la ONG.*

***La protección** Crea un mundo seguro para niños y adultos vulnerables. Prevención y respuesta al abuso, la negligencia, la explotación y la violencia perpetrados por personas externas a la organización, por ejemplo, miembros de la comunidad, familiares, incluidos otros niños, partes en un conflicto.*

La ONG Bel Avenir es una estructura regida por la legislación malgache, creada en 2003, cuyo objetivo es : **Misión** *Trabajar diariamente para afrontar los retos del desarrollo sostenible en el sur de Madagascar creando actividades educativas, sanitarias, sociales, deportivas, culturales y medioambientales basadas en valores de integración e inclusión, con el objetivo de apoyar a las poblaciones desfavorecidas a construir su futuro y afrontar las dificultades del presente.*

La ONG Bel Avenir trabaja diariamente con los miembros de La **Red Internacional de Agua de Coco** que reúne a diferentes organizaciones con una historia y objetivos compartidos. Bel Avenir es miembro de la **Carta de la Red de Agua de Coco (Apéndice 1)** construido sobre **los siguientes valores compartidos**:

- Calidad y ética de las acciones y atención a las personas beneficiarias
- Respeto y dignidad de las personas y la cultura local
- Sostenibilidad de las acciones
- Innovación y creatividad
- Inclusión de grupos vulnerables, en riesgo de exclusión social en las acciones implementadas
- Eficiencia y transparencia
- Comunicación eficaz y de alta calidad

Por lo tanto, el **trabajo en red es** un enfoque desarrollado por Bel Avenir para construir sistemas y una cultura de **protección** ; La protección de las personas contra cualquier acto o comportamiento

contrario al bienestar de los beneficiarios. Se construye a través de mecanismos implementados por Bel Avenir con sus socios, a nivel **internacional Y local**. Estos dispositivos cubren así las dimensiones de la **protección y salvaguarda de la infancia beneficiarios**, garantizado más específicamente por:

- **A nivel internacional – Red de Agua de Coco:**

- **Código ético y conducta profesional (Apéndice 2)** Los objetivos de este código son: describir los comportamientos esperados y establecer sus límites desde una perspectiva moral y respetuosa en el contexto de las actividades; preservar y fortalecer los lazos de confianza entre los miembros de las organizaciones, sus colaboradores y beneficiarios; y prevenir, detectar y abordar las acciones que no cumplan con las normas de este código. Este código incluye una **declaración de compromiso (Apéndice 3)**.
- **Carta para la Organización de Intercambios Interculturales e Internacionales (Apéndice 4)** de todos los miembros y colaboradores de la red internacional Agua de Coco, de la que Bel Avenir es miembro
- **Código de conducta (Apéndice 5)** protección contra la explotación y los abusos sexuales
- **Política de salvaguarda (Apéndice 6)**

- **A nivel local – Red de Protección Infantil y Plataforma de la Sociedad Civil**

- **Redes de Protección Infantil (CPN)** Estos son mecanismos descentralizados esenciales dentro del sistema nacional de protección infantil de Madagascar. Su objetivo principal es garantizar la coordinación y la colaboración entre diversos actores locales (instituciones públicas, organizaciones de la sociedad civil, comunidades y socios técnicos) para prevenir y responder eficazmente a todas las formas de violencia, explotación y abandono contra los niños. Las Redes de Protección Infantil (RPE) facilitan la denuncia de casos, el seguimiento de las víctimas infantiles y la implementación de acciones coordinadas de protección. **Decreto nº 2012-858 – Comité Nacional de Protección de la Infancia (CNPE))**.
- Bel Avenir es miembro de La **Plataforma de protección infantil en Tuléar (Presentación, estado y estatuto Apéndice 7)** de la infancia, una asociación malgache que busca unir a los actores que trabajan en la protección de la infancia en la región de Atsimo Andrefana. La misión de la Plataforma es combatir todas las formas de maltrato infantil y mejorar la atención y el apoyo que se les brinda a los niños y niñas para que puedan ejercer y disfrutar de sus derechos. En este marco, Bel Avenir se ha adherido y firmado La **Carta de la Plataforma (Apéndice 7))**.

Con el fin de fortalecer la protección de sus beneficiarios contra toda forma de malos tratos, la presente **Política de protección infantil y salvaguarda de los beneficiarios de Bel Avenir** se consolida, en un **documento único**, que organiza la implementación de acciones destinadas a fortalecer la protección de las poblaciones vulnerables contra toda forma de maltrato. Esto implica, por un lado, **acciones preventivas** con el fin de reducir los riesgos de incumplimiento de las normas de protección y, por otra parte, **procedimiento de presentación de informes eficaces y medidas apropiadas en caso de infracción comprobada**.

Además, Bel Avenir promueve una política de **Tolerancia cero ante cualquier forma de violencia contra los beneficiarios por parte de personas que actúen para o con Bel Avenir**. Cualquier situación comprobada de violación de esta Política, caracterizada por una forma de violencia, se considera intolerable y justificará la terminación de cualquier forma de colaboración con la ONG.

Esta política, al igual que los documentos de referencia citados anteriormente, pretende constituir un marco **normativo común para la asociación y el equipo operativo de** Bel Avenir decidirá las adaptaciones de esta política en consulta con la Red Agua de Coco y la Plataforma de Protección de la Infancia de Tuléar.

Parte I: ALCANCE DE LA POLÍTICA**1 - Los actores y personas involucradas****1.1. La Política se aplica a todos los beneficiarios de BA****1.2. La Política se aplica a cualquier persona que actúe en nombre de BA.**

1.2.1. Dentro de BA

1.2.2. Personas externas que realizan una misión a corto plazo dentro de BA

1.2.3. Socios de BA que trabajan para apoyar a los beneficiarios

2. Normas de protección**2.1. Protección de los derechos del niño****2.2. Protección de los intereses superiores de los beneficiarios****2.3. Protección de los beneficiarios contra toda forma de discriminación****2.4. Protección de los beneficiarios contra los riesgos de abuso de poder.****2.5. Protección de la privacidad de los beneficiarios****2.6. Protección de la imagen de los beneficiarios****3. Los funcionarios responsables de implementar la política****Partie II. ACTIONS PREVENTIVES****1. Con los beneficiarios****2. Con los miembros de la junta directiva de Bel Avenir****3. Con el equipo de BA****3.1. La oferta de trabajo/misión/prácticas****3.2. El proceso de selección****3.3. El período de integración****3.4. Monitoreo anual****4. Con estructuras asociadas para la atención de los beneficiarios****5. Con personas en misiones de corta duración y clientes del Hotel Solidario****Parte III: PROCEDIMIENTOS DE INFORME Y GESTIÓN DE SITUACIONES****1. Procedimiento de notificación y tramitación****1.1. Procedimiento de presentación de informes****1.2. Procedimiento de procesamiento de informes****2. Procedimientos a seguir tras una violación comprobada de la Política****2.1. Con los miembros de la junta directiva y aquellos en el marco de un contrato con BA:****2.2. Con socios de BA:****2.3. Con personas no afiliadas a BA:****Parte IV. IMPLEMENTACIÓN Y SEGUIMIENTO DE POLÍTICAS****ANEXOS:**

Apéndice 1: Carta de la Red de Agua de Coco	Apéndice 7: Plataforma de protección infantil en Tuléar: Presentación, situación y estatuto
Apéndice 2: Código ético y de conducta profesional	Apéndice 8: Directrices de Bel Avenir sobre la creación y el uso de imágenes
Apéndice 3: Declaración de Compromiso Código Ético y Conducta Profesional	Apéndice 9: Declaración de Compromiso con la Política de Protección al Beneficiario
Apéndice 4: Carta para la Organización de Intercambios Interculturales e Internacionales	Apéndice 10: Guía para entrevistas de reclutamiento
Apéndice 5: Código de conducta de BA contra EAS	Apéndice 11: Consejos de viaje
Apéndice 6: Política de respaldo	Apéndice 12: Formulario de informe

Parte I: ALCANCE DE LA POLÍTICA

En esta sección se enumeran los actores y estándares afectados por la Política e identifican los gestores y contactos asociados.

1 - Los actores y personas involucradas

1.1 La Política se aplica a todos los beneficiarios de BA

Esta Política se aplica, sin discriminación alguna, a todos los beneficiarios de BA mencionados en los documentos fundacionales de la asociación (*poblaciones desfavorecidas, en particular mujeres y niños*), documentos del proyecto.

Esto no se refiere solamente a los beneficiarios actualmente apoyados por Bel Avenir, sino a cualquier persona que potencialmente se beneficie de sus acciones, incluso si actualmente no recibe ningún apoyo específico (fase de contacto simple, por ejemplo).

1.2 La Política se aplica a todas las personas que actúen en nombre de BA

Estas personas firman el **Código ético y conducta profesional (Apéndice 2)** y el **Código de conducta (Apéndice 5)** y tienen una **doble obligación**:

- Por un lado, **respeto de las** normas de protección y salvaguardi;
- Por otro lado, **reportar** cualquier violación de las Normas de Protección y Salvaguarda cumpliendo con el procedimiento de presentación de informes prescrito.

1.2.1 Dentro de BA

Se trata de: miembros del consejo de administración, empleados nacionales (asalariados, temporales, en comisión de servicio), empleados expatriados y voluntarios de solidaridad internacional, proveedores de servicios que participan regularmente para BA, voluntarios, personas en prácticas y aprendices.

1.2.2 Personas externas que realizan una misión a corto plazo dentro de BA

Misiones de consultoría, formación, seguimiento y/o evaluación, cualquiera que sea la condición de la persona asignada (empleado, prestador de servicios, voluntario, etc.).

1.2.3 Socios de BA que trabajan para apoyar a los beneficiarios

Todas las organizaciones socias son informadas de esta política, que se adjunta a los acuerdos de colaboración. Una cláusula del acuerdo de colaboración debe estipular que cualquier incumplimiento de las normas de protección puede ser motivo de rescisión unilateral de la colaboración.

2 Normas de protección

Los estándares de protección se basan en la **Carta de la Red de Agua de Coco (Apéndice 1)**, la **Política de protección de la red de Agua de coco (Apéndice 6)**, el **Código ético y de conducta profesional (Apéndice 2)**, el **Código de conducta de Bel Avenir (Apéndice 5)** así como la **Carta de plataforma (Apéndice 7)**.

2.1. Protección de los derechos del niño

La Política de Protección se basa en la **Carta de la Red de Agua de Coco (Apéndice 1)** y de la **Plataforma (Apéndice 7)** sino también sobre los instrumentos internacionales de protección de los niños, en primer lugar el **Convención de las Naciones Unidas sobre los Derechos del Niño** (véase el recuadro a continuación) y los **Objetivos de Desarrollo Sostenible**.

La **Convención de las Naciones Unidas sobre los Derechos del Niño** Establece las bases para la protección de los niños en todas partes y en todo momento mediante **sus artículos**:

- 3 (interés superior del niño),
- 19 (protección contra la brutalidad y el abandono),
- 34 (protección contra la explotación y la violencia sexual),
- 36 (derecho a ser protegido contra toda forma de explotación que sea perjudicial para cualquier aspecto del bienestar del niño),
- 37 (derecho a no ser sometido a torturas ni a tratos o penas crueles, inhumanos o degradantes),
- 39 (derecho a la rehabilitación física y psicológica y a la reinserción social).

El artículo 2 establece el principio fundamental de no discriminación. Esta política de protección también es coherente con los Objetivos de Desarrollo Sostenible.

2.2 Protección de los mejores intereses de los beneficiarios

Las personas, ya sean menores o adultos, a cargo de BA participan en las decisiones que les conciernen; **Cualquier decisión que les concierna se toma con su consentimiento.**

2.3. Protección de los beneficiarios contra toda forma de discriminación

Los beneficiarios son atendidos **sin ninguna discriminación** ya sea por motivos de sexo, nacionalidad, etnia, origen real o supuesto, cultura, religión, sexualidad, edad o discapacidad.

2.4. Protección de los beneficiarios contra los riesgos de abuso de poder y contra toda forma de violencia

Independientemente de las prácticas socioculturales y educativas, **Cualquier acto de violencia sexual, física, verbal o psicológica está estrictamente prohibido**, de cualquier persona que actúe en nombre o con Bel Avenir.

Esto incluye, en particular:

- Violencia y abuso sexual: Toda forma de explotación y abuso sexual está estrictamente prohibida, independientemente de la edad de la víctima. Estos actos constituyen delitos, con circunstancias agravantes según la edad de la víctima y si el agresor ocupa una posición de poder.
- Violencia física.
- Violencia psicológica (comentarios acusatorios, amenazantes, atemorizantes, discriminatorios o humillantes).

2.5. Protección de la privacidad de los beneficiarios

Los beneficiarios están protegidos por el **principio de confidencialidad** de toda la información que les concierne. Sin embargo, para garantizar la calidad del apoyo a los beneficiarios, la información se comparte entre las partes interesadas: por el **principio de secreto compartido**. De esta forma se garantiza la confidencialidad de los datos individuales y personales.

2.6. Protección de la imagen de los beneficiarios

6. Protección de la imagen de los beneficiarios

Bel Avenir se preocupa de respetar y garantizar, en la toma de imágenes, la dignidad de los beneficiarios, evitando cualquier imagen que contenga una presentación degradante de una persona o una situación.

Las reglas para proteger la imagen se explican en el documento **Directrices de Bel Avenir relativas a la creación y utilización de imágenes recopiladas en el marco de sus proyectos (Apéndice 8)**.

3 Los Referentes y responsables de implementar la política

Salvaguarda: Protección del beneficiario:

La responsabilidad de esta política, en particular en lo que respecta a la protección, recae en el **Comité de Protección de Bel Avenir** un **Comité Ético (descripción y datos de contacto en el código ético y de conducta profesional en el Apéndice 2))** de **Red de Agua de Coco** establecido para garantizar la propiedad, implementación y seguimiento de la política.

El **Comité de Protección** Bel Avenir es el organismo sobre el terreno encargado de:

- Implementar y evaluar la adecuada aplicación de la política,
- Procesar y respaldar todos los informes,
- Informar al comité de cumplimiento sobre los informes recibidos y su trámite.

El **Comité Ético** de Agua de Coco es el organismo encargado de:

- Supervisar la correcta implementación de la política por parte de Bel Avenir,
- Procesar y/o dar soporte a todos los reportes complejos y/o aquellos que recibe directamente.

El **Comité de Protección de Bel Avenir** Está compuesto por 7 miembros:

- **3 Responsables de Protección del Comité de Gestión de BA** Director Ejecutivo; Jefe de Salud y Seguridad, Director de Recursos Humanos
- **4 Referentes de Protección del Sitio** identificados entre los equipos de campo (**10 sitios RP identificados de forma voluntaria**)

El **Comité Ético** de Agua de Coco se compone de **4 miembros**:

- Presidente de Eau de Coco Francia
- Gerente Agua de Coco España
- Presidente de la ONG Bel Avenir Madagascar
- Presidente de Coconut Water Reunion

Correo : codethique@eaudecoco.org ((Leído simultáneamente por los 4 miembros del comité de ética)

- Número de teléfono internacional: **(00 34) 9 58 25 17 01**. La lista de miembros debe estar expuesta y visible para todos en cada sede de las organizaciones miembros de la red Eau de Coco y accesible en la página web: <http://eaudecoco.org/comiteconformite/>

La responsabilidad de implementar esta política está delegada por el Consejo de Administración de BA y la red Eau de Coco a la **Gestión de Bel Avenir** y en **Comité de Protección** (en el suelo) que designan **uno o más oficiales de protección** particularmente a cargo de acciones preventivas (**Parte II**) y el seguimiento de esta política (**Parte IV**) e intervenir, según las situaciones de que se trate, en el procedimiento de tramitación de los informes (**Parte III**).

Protección infantil:

Bel Avenir es miembro de la **Plataforma de la Sociedad Civil para la Infancia** cuyo objetivo es unir a los actores de la sociedad civil que trabajan por la promoción y protección de los derechos de los niños en la región de Atsimo Andrefana.

En la medida en que **miembro de la Plataforma, Un futuro brillante** asume su parte de responsabilidad en la difusión y aplicación de una política de **protección infantil**, en colaboración con todos los actores interesados, tanto asociativos como institucionales.

En este contexto, Bel Avenir nombra a un miembro de su equipo capaz de unirse a la **ingresos de la plataform** y contribuir a la realización de la misión de esta última, contribuyendo así al desarrollo de **acciones de prevención** y **Apoyar a las víctimas a nivel social y legal**.

Partie II. ACTIONS PREVENTIVES

En esta sección se enumeran las diversas acciones implementadas por BA para garantizar el conocimiento y el cumplimiento de esta política.

1 Con los beneficiarios

Bel Avenir informa y sensibiliza a los beneficiarios sobre esta política y la misión de la plataforma:

- Colectivamente durante **elcampañas/intervenciones de concienciación** de Bel Avenir y/o de la Plataforma en los barrios, con las familias y comunidades o durante actividades colectivas de sensibilización (escuelas, CASEM, polideportivo, eventos culturales...);
- **Individualmente durante las entrevistas** en el marco del **Centro de escucha de Bel Avenir** Dirigir a los beneficiarios a los proyectos/servicios adecuados (incluido el centro de escucha de la Plataforma si es necesario).

La información debe ser clara, concisa y transmitir los mensajes clave.

Como parte de campañas de sensibilización abiertas a todos, incluidos los beneficiarios directos e indirectos:

- El ambiente creado por Bel Avenir es necesariamente no violento.
- Su participación y consentimiento se solicita sistemáticamente en las decisiones que les afectan.
- La información relativa a su situación queda bajo el paraguas de la confidencialidad compartida.
- A continuación se indica a quién dirigirse para tratar una situación contraria a las normas de protección (plataforma BA y comité de protección).

Como parte de la sensibilización de los beneficiarios directos de los proyectos (Centros de acogida, escuelas, CASEM, Centro socio deportivo, etc.):

- La información sobre las normas de protección es similar y puede complementarse, sobre todo con los beneficiarios menores de edad, con un juego (test de sí/no), grupos de discusión... que permitan detallar y concretar las situaciones.
- Se indica que, en caso de una situación contraria a las normas explicadas anteriormente, se podrá contactar a cualquier persona de confianza que trabaje con BA para presentar un informe. También se proporcionan los datos de contacto (referentes, correo electrónico, teléfono) del Comité de Protección y de la Plataforma (contacto, línea de ayuda, teléfono).
- Integración de la dimensión de protección en el seguimiento y la evaluación (materiales de sensibilización diseñados, utilizados, etc.)

Bel Avenir y la Plataforma son responsables de desarrollar mensajes informativos adaptados a la población objetivo, garantizando que el mensaje tenga un contenido coherente, es decir, que sea transmitido de forma uniforme por todas las partes interesadas. La información de contacto (nombres, números de teléfono, direcciones de correo electrónico) de las personas de contacto designadas tanto en el comité de protección como en el comité ético se proporciona mediante carteles durante las sesiones de capacitación y/o talleres de sensibilización.

2 Con los miembros de la junta directiva de Bel Avenir

Todos los miembros de la Junta Directiva de BA reconocen la Política y se comprometen a respetarla firmando un **Declaración de compromiso con la política de protección de los beneficiarios (Anexo 9)**

3 Con el equipo de BA

El equipo incluye a todas las personas que trabajan para BA, a tiempo completo o parcial, empleados, voluntarios, personal temporal, personal en comisión de servicio o proveedores de servicios regulares, en contacto directo o indirecto con los beneficiarios, incluidos personas en prácticas y voluntarios.

Todos estos actores dentro de la organización toman conocimiento de la Política y se comprometen a respetarla mediante la firma de una Declaración. **Compromiso con la política de protección de los beneficiarios (Anexo 9).**

BA se compromete a organizar un **programa de concientización/capacitación adecuado Y continuo** con sus equipos.

Cuando BA es parte contratante (en particular en lo que respecta a empleados y voluntarios solidarios internacionales), se implementan las siguientes acciones preventivas:

3.1 La oferta de trabajo/misión/prácticas

- La descripción del puesto menciona esta Política,
- Se requieren referencias según el nivel de responsabilidad del puesto; la veracidad de la referencia puede verificarse por correo electrónico o teléfono con la persona mencionada. Las personas en prácticas y voluntarios no están obligados a proporcionar una referencia.
- **Extracto de antecedentes penales** negativo es necesario para todos.

3.2 El proceso de selección

Durante el proceso de selección, la persona encargada de realizar la entrevista de selección de personal debe integrar el tema de protección para asegurar las competencias del candidato en el combate a la violencia. **Guía para la entrevista de reclutamiento (Apéndice 10)**

3.3 El período de integración

La persona seleccionada reconoce la Política de Protección Infantil y Salvaguarda de Beneficiarios y se compromete a cumplirla mediante la firma de su contrato, que incluye una cláusula específica: una Declaración de Compromiso. **(Apéndice 9)** El departamento de RRHH emite el siguiente documento: **Guía de integración** incluida la cuestión de la política de protección.

3.4 Monitoreo anual

EL **evaluaciones anuales de desempeño y cuestionarios anuales específicos** Las evaluaciones gestionadas por RRHH permiten una evaluación continua del control de políticas y, en función de los resultados, realizar ajustes y programas de actualización de capacitación/concienciación.

4 Con estructuras asociadas para la atención de los beneficiarios

Los acuerdos de asociación deben indicar explícitamente que la organización asociada ha leído la Política de protección y acepta cumplirla.

5 Con personas en misiones de corta duración y clientes del Hotel Solidario

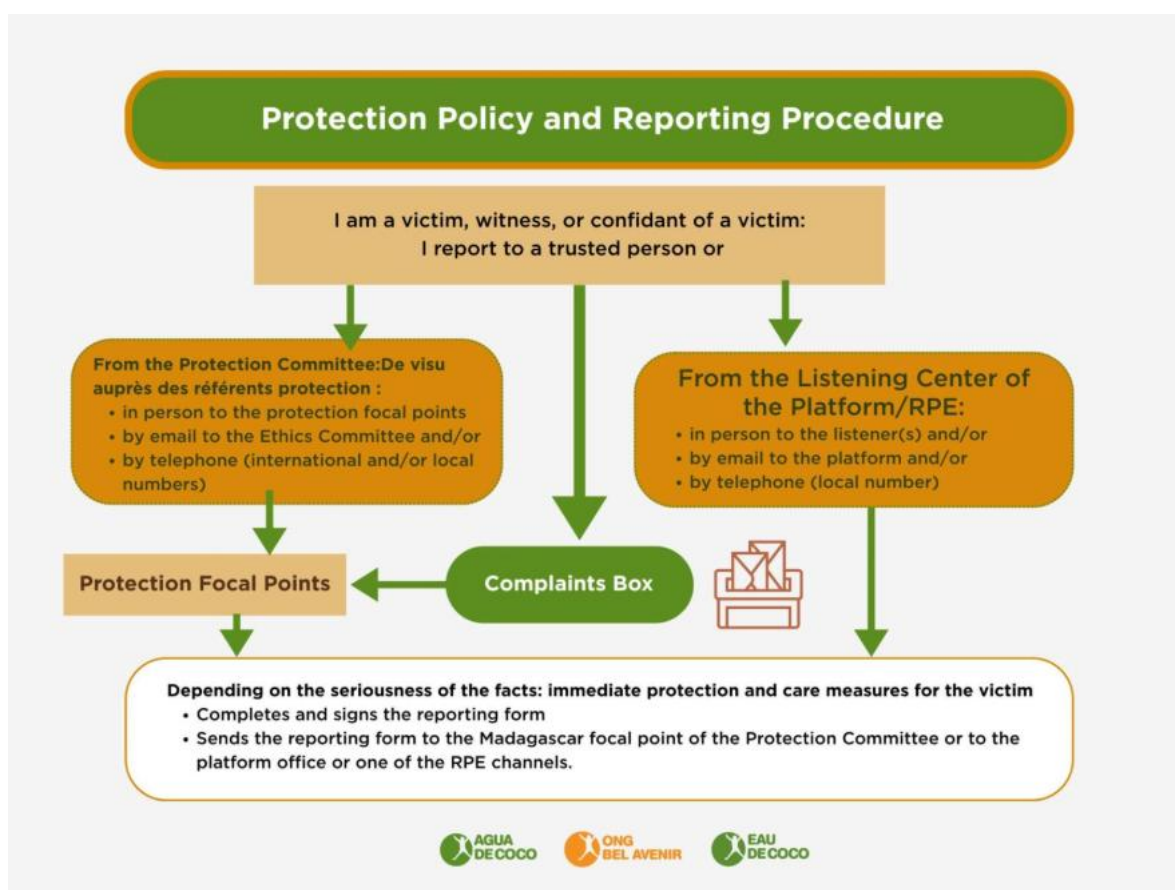
- Firma de **Código de conducta (Apéndice 5)** para personas en misiones cortas;
- Provisión de **información «muy visible»** (en mesillas de noche, en mesas de restaurantes, carteles...) según la “guía del viajero responsable” publicada por el Ministerio de Turismo: **consejos de viaje (Apéndice 11)**

Parte III: PROCEDIMIENTOS DE INFORME Y GESTIÓN DE SITUACIONES

En esta sección se explica el procedimiento de reporte a implementar, así como el procedimiento para procesar el reporte y los procedimientos posteriores a implementar.

1 Procedimiento de notificación y tramitación

1.1 Procedimiento de notificación/recopilación de información preocupante



Respecto al **Comité Ético**: un miembro en Madagascar estará **disponible y su correo electrónico** Se propone que sea recibido simultáneamente por 4 miembros del comité de **cumplimiento**, incluido un miembro en Madagascar; **2 números de teléfono** (un número internacional y un número local) se proporcionan para informar un incidente/abuso

- Correo : comité.ethique@ongbelavenir.org
- Teléfono Francia: (00 33) 7 81 27 20 98
- Teléfono España: (00 34) 9 58 25 17 01.
- Número de teléfono de Madagascar: (00261) 032.03 44 951

Este sistema de información se refiere a la protección y está especialmente al servicio de los actores directos (empleados, voluntarios, beneficiarios) de Bel Avenir.

Respecto al **comité de protección** en Tuléar: El **Comité de Protección de Bel Avenir** El comité está compuesto por 7 miembros: 3 Responsables de Protección del comité de gestión de BA (Director General, Gerente de Monitoreo y Evaluación, Director de Recursos Humanos) y 4 Referentes de Protección seleccionados de los equipos de los sitios (10 referentes seleccionados voluntariamente durante las sesiones de capacitación y sensibilización). Los datos de contacto de los miembros del comité de protección deben ser conocidos por todas las partes interesadas y beneficiarios de BA (carteles en las obras del proyecto, sesiones de sensibilización, etc.).

Respecto a la **Plataforma y el RPE**: **1 centro de escucha de EPI** recibir a la gente cara a cara, **la comisaría de la Policía de Protección de la Moral y la Infancia (PMPM), el Centro Vonjy ubicado en el Hospital Central de Tuléar, el Palacio de Justicia de Tuléar y el centro de escucha de la Dirección Regional de Población, Protección Social y Promoción de la Mujer (DRPPS); correo electrónico Y 2 números de teléfono malgaches** También se ofrecen.

- Centros de escucha EPI: Maison des Paysans Mitsinjo- Betanimena Tuléar
- Correo electrónico EPI: plfprotec.enf@gmail.com
- Teléfono EPI: 037 74 679 39 / 034 85 114 15 / 033 59 365 62
- PMPM: Comisaría de Policía Mitsinjo Tuléar
- Centro Vonjy: Centro Hospitalario Universitario (CHU), Tanambova Tuléar
- Tribunal Tuléar : Betela, Tuléar
- Dirección Regional de Población, Protección Social y Empoderamiento de la Mujer: Boulevard Galliéni, Toliara

Este sistema de denuncia se refiere a la protección de la infancia y está al servicio de los niños de la región, estén o no vinculados a Bel Avenir.

Los informes de abuso se realizan más fácilmente a través de intermediarios humanos, personas de confianza y, con menos frecuencia, por correo electrónico o llamadas telefónicas; por lo tanto, es importante informar a todas las partes interesadas (empleados, pasantes, beneficiarios, etc.) que pueden confiar en una **persona de confianza** dentro de BA, sabiendo que **Todos los participantes de BA están sujetos a la obligación de informar..**

Durante el resto del procedimiento, las personas de confianza se pondrán en contacto con los referentes **de protección** designados e identificados internamente.

Puntos clave para recordar:

- **La procedimiento de información/relación con el informees** llevado a **conocimiento de todas las partes interesadas**; los beneficiarios son informados de este procedimiento y saben que pueden denunciar cualquier situación contraria a las normas de protección.
- **El procedimiento debe implementarse cada vez que un persona sujeta a la obligación de informar** haya sido informado o haya observado una situación de posible violación de la Política de Protección.
- **El formulario de informe** se completa y se transmite a los miembros del comité de cumplimiento o a la plataforma.
- Dependiendo de la gravedad de los hechos denunciados u observados, se implementan medidas de protección y/o atención.
- Cuando la denuncia la realiza un beneficiario, es importante adoptar actitudes de empatía y amabilidad desde este primer intercambio.
- **Garantía de estricta confidencialidad** y el comienzo de **la procedimiento de procesamiento de informes/ investigación interna**
- Asimismo, informar que **Cualquier acusación falsa será castigada..**

1.2 Procedimiento de procesamiento de informes

▪ Investigación interna realizadas lo antes posible: entrevistas individuales realizadas por los responsables de protección de BA o de la Plataforma. ▪ Escucha a la víctima. ▪ Tomar medidas de protección si es necesario ▪ Escucha a cualquier testigo potencial ▪ Escucha a la persona a la que se dirige el informe. ▪ Garantizar la confidencialidad	
Situación de violación comprobada de la Política de Protección	Situación de violación a la Política de Protección no acreditada.
Elaboración por parte de los responsables de protección del comité de protección y/o de la plataforma de un informe de investigación de violación de la política de protección. El informe de investigación incluye una propuesta de seguimiento que se dirigirá al comité y/o plataforma de cumplimiento ético Información a la víctima del beneficiario y de los testigos. Citación del autor por los agentes de protección del comité de protección y/o de la plataforma y/o de la policía para obtener información sobre las medidas de seguimiento a adoptar ((con el consentimiento de la víctima)).	Producción por parte de los responsables de protección del comité de protección/o de la plataforma de un Informe de desestimación de la denuncia. El informe La investigación incluye una propuesta de medidas de seguimiento que deben adoptarse con respecto a la comité ético y/o plataforma Transmisión de información por los responsables de protección del comité de protección y/o de la plataforma a las personas afectadas (beneficiario, persona implicada, testigos).

Puntos clave para recordar:

- *La **investigación** debe llevarse a cabo **rápidamente**. A raíz del informe y en la mayor parte **estricta confidencialidad** de manera de no perjudicar ni a la presunta víctima, ni al presunto autor, ni al o los testigos.*
- *Las entrevistas individuales deben realizarse utilizando un método que **Actitudes de empatía y preocupación por la estricta confidencialidad**.*
- *Y **informe de investigación** Está integrado por los agentes de protección en relación con la **comité de ética y/o plataforma**.*
- *El informe de investigación concluye que existe una situación comprobada de violación a la Política de Protección en caso de existir evidencia(s).*
- *De lo contrario, el informe de investigación concluye que el informe debe desestimarse sin más medidas.*
- *Cualquier acción de seguimiento después de la investigación debe decidirse **de acuerdo con la víctima** (o sus tutores legales si son menores de edad).*
- ***Cualquier acusación falsa será castigada..***

Consentimiento de la víctima y procedimientos legales:

- *Siempre se requiere el consentimiento de la víctima para emprender acciones legales.*

- Sin embargo, si **La víctima del abuso es menor de edad. Y sin el acuerdo/o inexistencia de sus representantes legales:**
- La **plataforma** poder **convertirse en parte civil** se han iniciado procedimientos legales
- **ONG Bel Avenir**, si el autor forma parte de su equipo, independientemente de su estatus, **puede convertirse en parte civil** se han iniciado procedimientos legales

Por lo tanto, es necesario un alto nivel de protección de las víctimas.

2. Procedimientos a seguir tras una violación comprobada de la Política de Protección

2.1 Con los miembros de la junta directiva y aquellos bajo contrato con BA:

Si la investigación interna concluye que ha habido una violación probada de la Política, se podrá seguir un procedimiento administrativo sancionador:

- Despido por falta grave a los trabajadores;
- A un procedimiento de impugnación de compromisos (calidad de miembro, prestador de servicios, becario, voluntario...) que puede llevar a su resolución unilateral.

La decisión final recae en el presidente de BA, miembro del comité de ética, quien es informado de los informes internos y las medidas de seguimiento adoptadas. Bel Avenir se reserva el derecho de informar a las organizaciones que soliciten referencias profesionales de las personas afectadas sobre los motivos de la rescisión del contrato.

Si la situación constituye un delito legalmente reprochable, Bel Avenir iniciará un procedimiento de queja de acuerdo con los derechos y procedimientos legales aplicables.

2.2 Con socios de BA:

Si BA recibe un **Informe que involucra a un socio**, BA inicia un procedimiento de información con la dirección de la estructura de socios con una solicitud de investigación, que se realizará, si es posible, conjuntamente con BA.

En caso de negativa del socio a realizar una investigación o si la investigación concluye que ha habido una violación probada de la Política de Protección de BA, y en función de las decisiones adoptadas por la estructura del socio con respecto al autor, se inicia un procedimiento que puede llevar a la terminación unilateral de los compromisos contractuales de acuerdo con los procedimientos previstos en estos acuerdos.

Si la situación constituye un delito sancionable legalmente, BA iniciará un procedimiento de queja de conformidad con los derechos y procedimientos legales aplicables, si la estructura asociada en cuestión no inicia dicho procedimiento por sí misma.

2.3 Con personas no afiliadas a BA:

Si la situación constituye un delito sancionable legalmente, BA iniciará un procedimiento de denuncia de conformidad con los derechos y procedimientos legales aplicables, en colaboración con la Plataforma y/o las autoridades competentes si el abuso se refiere a un niño.

Parte IV. IMPLEMENTACIÓN Y SEGUIMIENTO DE POLÍTICAS

Actividades a implementar	Herramientas/metodologías	Indicadores	Frecuencia	Persona responsable	Fecha de vencimiento
Desarrollo y revisión de herramientas	Revisión del Código de Conducta con base en la política y el código de ética	Código de conducta en francés y malgache como documento de compromiso único	ÚNICO	1ere Proposición: PASOS CD de finalización Traducción	4º trimestre de 2025
	Inserción del documento de derechos de imagen firmado en los formularios de inscripción deportiva y CASEM	Documentos finalizados y operativos (formulario de registro y derechos de imagen traducidos)	ÚNICO	Equipo del proyecto (Silvia)	Junio de 2025
	Finalización de las herramientas de capacitación en políticas de nivel 1 (CD y coordinación)) en francés	Documentos finalizados: PPT Caminata rápida Consentimiento de vídeo Análisis de riesgos y estudios de casos Capacitación al menos una vez al año además de la integración	ÚNICO	STEPS y Project Hub (fase de prueba y mejora)	23 de abril de 2025
	Finalización de la guía de integración de RRHH con traducción	Guía de integración finalizada, traducida y operativa // del CdC	ÚNICO	Recursos humanos y CD	4º trimestre de 2025
	Finalización de las herramientas de capacitación de nivel 2 de PPS (equipo de campo) con traducción	Los coordinadores reciben herramientas para implementar el PPS (basado en una ilustración del Código de Conducta) en los equipos de campo. Capacitación al menos una vez al año además de la integración	ÚNICO	Centro de CD y proyectos	4º trimestre de 2025

	Finalización de herramientas de capacitación/información para el nivel 3 del PPS (Beneficiarios) con traducción	Equipar todos los sitios con carteles y folletos de concienciación que incluyan información de contacto de los responsables de protección. Equipar todos los sitios con buzones de quejas	ÚNICO	Equipo del proyecto y coordinadores	1er trimestre de 2026
Seguimiento de la aplicación del procedimiento de selección e integración	- Certificado de antecedentes penales. - Referencia proporcionada. - Cuestionario específico - Guía de integración y firma del código de conducta	- Sesiones de integración completadas - Número de contrataciones - Número de antecedentes penales proporcionados - Se implementaron cuestionarios de evaluación anual	Continúa	RH	4º trimestre de 2025
Monitoreo de la comprensión de la Política por parte de los equipos de BA	Herramientas para el seguimiento y evaluación anual del personal, o un cuestionario anual	Resultados de evaluaciones o procesamiento de cuestionarios	Anual	RH	Desde el 1º trimestre de 2026
Identificación de los agentes de protección y creación del comité de protección de BA	Identificación de los responsables de protección y creación del comité de protección de BA	Tras la implementación de la política y la capacitación del personal de campo de nivel 2, se identifican los contactos en el lugar y se establece el comité de protección de BA.	Anual	Equipo de proyecto y comité de gestión	4º trimestre de 2025
	Capacitación de responsables de protección en el lugar	Realizar una capacitación inicial seguida de una capacitación al menos anual para los contactos en el sitio.	Anual	Comité de Protección	4º trimestre de 2025
	Apoyo y seguimiento de los Responsables de protección	Integrar el seguimiento de los contactos designados en el proceso de seguimiento y evaluación (número de informes/información recibida y procesada, dificultades encontradas, desafíos enfrentados, etc.)	Continuo	Comité de Protección	4º trimestre de 2025
	Seguimiento de la aplicación de los	Definir los responsables de las investigaciones,	Continuo	Comité de Protección	4º trimestre de 2025

	procedimientos de información y tramitación	dependiendo de la situación, así como el rol de los responsables de protección (trabajo en TDR)			
	Realizar análisis de retroalimentación/experiencia con el comité ético	Basado en informes y situaciones complejas Por ejemplo, autores menores	Continuo	Comité de Protección	Desde el 1º trimestre de 2026
Diversas adaptaciones prácticas		Adaptación de baños e iluminación en los recintos escolares			4º trimestre de 2025